

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

BMO GROUPE FINANCIER DÉCLARE UNE AUGMENTATION DE 7,1 % DE SON REVENU NET AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2006, ANNONCE UNE HAUSSE DE 17 % DE SON DIVIDENDE ET AUGMENTE SENSIBLEMENT LA FOURCHETTE DE SON RATIO DE DISTRIBUTION CIBLE

La nouvelle fourchette de son ratio de distribution cible, de 45 % à 55 %, place BMO à la tête du secteur bancaire canadien à ce chapitre et traduit son engagement à exercer une gestion efficace du capital

Principaux points de comparaison avec les résultats du deuxième trimestre de l'an dernier :

- Revenu net de 644 millions de dollars, en hausse de 44 millions ou de 7,1 %.
- Résultat par action¹ (RPA) de 1,24 \$ et RPA avant amortissement² de 1,25 \$, en hausse respectivement de 6,9 % et 3,3 %.
- Abstraction faite de l'incidence nette des éléments significatifs, au montant de 67 millions de dollars après impôts, qui avaient avantagé les résultats de l'an dernier, le revenu net s'est accru de 111 millions de dollars, ou de 21 %, et le RPA a progressé de 0,21 \$, ou de 20 %.
- Rendement des capitaux propres (RCP) de 19,1 %, alors qu'il était de 19,5 % l'an dernier.
- Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 66 millions de dollars, alors que l'an dernier, elle était de 46 millions et que la réserve générale avait été réduite de 40 millions.
- Croissance du revenu² de 3,0 % (de 5,4 % si on fait abstraction de *Harrisdirect*³ et de 7,4 % si on exclut également l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain).
- Diminution des frais de 0,5 % (hausse de 3,3 % si on fait abstraction de *Harrisdirect* et de 5,4 % si on exclut également l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain).
- Amélioration de 225 points de base du ratio de productivité², qui s'établit à 62,7 %, et amélioration de 170 points de base du ratio de productivité avant amortissement², qui s'établit à 62,3 %.
- Annonce d'une hausse de 0,09 \$, soit de 17 %, du dividende qui atteindra 0,62 \$ par action ordinaire au troisième trimestre et augmentation de la fourchette du ratio de distribution cible, actuellement de 35 % à 45 %, pour la porter entre 45 % et 55 % du revenu net afférent aux actions ordinaires.
- Ratio du capital de première catégorie de 10,17 %, nettement au-dessus de notre cible minimale de 8 % et en hausse par rapport aux 9,38 % d'il y a un an, mais en baisse par rapport aux 10,38 % de la fin du premier trimestre.
- Revenu net des groupes d'exploitation
 - Groupe Particuliers et entreprises : 286 millions de dollars, en baisse de 7 millions ou de 2,4 % (en hausse de 13 millions, ou de 4,7 %, si on exclut un recouvrement de 20 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices des exercices précédents comptabilisé en 2005).
 - Groupe PE – Canada : 259 millions de dollars, en baisse de 4 millions ou de 1,3 % (en hausse de 16 millions, ou de 6,9 %, grâce à la forte croissance des volumes, si on exclut le recouvrement de 20 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices des exercices précédents).
 - Groupe PE – Services bancaires région de Chicago : 27 millions de dollars, en baisse de 3 millions ou de 12 % (en baisse de 2 millions de dollars américains, ou de 4,6 %, en raison de dépenses d'infrastructure).

- Groupe Gestion privée : 96 millions de dollars, en hausse de 19 millions ou de 25 %, grâce à la forte croissance des revenus (après rajustement pour tenir compte de la vente de *Harrisdirect*).
- Groupe Services d'investissement : 245 millions de dollars, en hausse de 39 millions ou de 19 % (en hausse de 76 millions, ou de 45 %, si on exclut un gain de 37 millions après impôts lié à la restructuration des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) en 2005, grâce à la forte croissance des revenus et à un taux d'imposition effectif peu élevé).
- Groupe Services d'entreprise : 17 millions de dollars, en baisse de 7 millions (en hausse de 3 millions de dollars si on exclut l'avantage net de 10 millions après impôts lié à la réduction de la réserve générale et une provision liée à un litige comptabilisée en 2005).

Principaux points de comparaison avec les résultats du premier semestre de l'an dernier :

- Revenu net de 1 274 millions de dollars, en hausse de 72 millions ou de 5,9 %.
- RPA de 2,46 \$, en hausse de 6,0 %, et RPA avant amortissement de 2,49 \$, en hausse de 3,8 %.
- Abstraction faite de l'incidence nette des éléments significatifs, au montant de 99 millions de dollars après impôts, qui avait avantaagé les résultats du premier semestre de l'an dernier, le revenu net s'est accru de 171 millions de dollars, ou de 15 %, et le RPA a progressé de 0,33 \$, ou de 15 %.
- RCP de 18,8 %, alors qu'il était de 19,5 %.
- Amélioration de 180 points de base du ratio de productivité, qui s'établit à 62,1 %, et amélioration de 125 points de base du ratio de productivité avant amortissement, qui s'établit à 61,7 %.

-
- 1 Sauf indication contraire, lorsqu'il est question de résultat par action (RPA) dans le présent communiqué, il s'agit toujours du résultat dilué par action.
 - 2 Les rajustements qui ont pour effet de substituer les résultats avant amortissement aux résultats selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et de substituer le revenu et les impôts sur les bénéfices sur une base d'imposition comparable (bic) au revenu et aux impôts sur les bénéfices selon les PCGR sont exposés plus loin dans la section Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion, de l'Analyse des résultats financiers, où sont également expliqués toutes les mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR. Les revenus et les impôts sur les bénéfices sont indiqués dans les états financiers conformément aux PCGR. Sauf en ce qui concerne les états financiers, tous les revenus et impôts sur les bénéfices, ainsi que les mesures qui incluent des revenus ou des impôts sur les bénéfices, qui sont présentés dans le présent document le sont sur une base d'imposition comparable.
 - 3 Au quatrième trimestre de 2005, BMO a conclu la vente de *Harrisdirect*, notre ancienne société de placement en direct aux États-Unis. Certaines de nos mesures de la croissance des revenus et des frais et de la productivité sont présentées sur une base qui exclut les résultats de *Harrisdirect* au cours des périodes comparées, afin de faciliter l'explication des résultats.

Les références aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises concernent les activités du groupe Particuliers et entreprises et les références aux services de gestion de patrimoine concernent les activités du groupe Gestion privée.

^{MD} Marque déposée de la Banque de Montréal.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal ainsi que ses filiales.

RAPPORT DE GESTION DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2006

Les commentaires contenus dans le Rapport de gestion du deuxième trimestre sont en date du 24 mai 2006. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

Sommaire des résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

	T2-2006	Augmentation/ (Diminution) c. T2-2005		Augmentation/ (Diminution) c. T1-2006		Cumul 2006	Augmentation/ (Diminution) c. cumul 2005	
Revenu selon les états financiers	2 473	76	3 %	(8)	-	4 954	146	3 %
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	30	(1)	(4 %)	(1)	(3 %)	61	2	3 %
Revenu (bic) ¹⁾	2 503	75	3 %	(9)	-	5 015	148	3 %
Provision spécifique pour créances irrécouvrables	66	20	43 %	14	27 %	118	29	33 %
Réduction de la réserve générale	-	40	100 %	-	-	-	40	100 %
Total – provision pour créances irrécouvrables	66	60	+100 %	14	27 %	118	69	+100 %
Frais autres que d'intérêts	1 571	(8)	(1 %)	26	2 %	3 116	4	-
Impôts sur les bénéfices selon les états financiers	173	(25)	(12 %)	(62)	(26 %)	408	(9)	(2 %)
Rajustement sur une base d'imposition comparable	30	(1)	(4 %)	(1)	(3 %)	61	2	3 %
Impôts sur les bénéfices (bic) ¹⁾	203	(26)	(11 %)	(63)	(23 %)	469	(7)	(2 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	5	36 %	-	-	38	10	36 %
Revenu net	644	44	7 %	14	2 %	1 274	72	6 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	9	(12)	(55 %)	-	-	18	(22)	(52 %)
Revenu net avant amortissement ¹⁾	653	32	5 %	14	2 %	1 292	50	4 %
Résultat de base par action (en dollars)	1,27	0,08	7 %	0,03	2 %	2,51	0,14	6 %
Résultat dilué par action (en dollars)	1,24	0,08	7 %	0,02	2 %	2,46	0,14	6 %
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars) ¹⁾	1,25	0,04	3 %	0,01	1 %	2,49	0,09	4 %
Rendement des capitaux propres (RCP)	19,1 %		(0,4 %)		0,6 %	18,8 %		(0,7 %)
RCP avant amortissement ¹⁾	19,3 %		(0,9 %)		0,6 %	19,0 %		(1,1 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	63,5 %		(2,4 %)		1,2 %	62,9 %		(1,8 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) ¹⁾	62,7 %		(2,3 %)		1,2 %	62,1 %		(1,8 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic) ¹⁾	62,3 %		(1,7 %)		1,2 %	61,7 %		(1,2 %)
Marge nette d'intérêts	1,45 %		(0,11 %)		(0,09 %)	1,49 %		(0,09 %)
Marge nette d'intérêts (bic) ¹⁾	1,49 %		(0,11 %)		(0,09 %)	1,53 %		(0,09 %)
Ventilation du revenu net entre les groupes d'exploitation :								
Groupe Particuliers et entreprises	286	(7)	(2 %)	(14)	(5 %)	586	(1)	-
Groupe PE – Canada	259	(4)	(1 %)	(7)	(3 %)	525	(1)	-
Groupe PE – Services bancaires région de Chicago	27	(3)	(12 %)	(7)	(21 %)	61	-	-
Groupe Gestion privée	96	19	25 %	2	3 %	190	40	27 %
Groupe Services d'investissement	245	39	19 %	17	7 %	473	30	7 %
Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	17	(7)	(33 %)	9	+100 %	25	3	6 %
Revenu net – BMO Groupe financier	644	44	7 %	14	2 %	1 274	72	6 %

¹⁾ Montants et mesures non conformes aux PCGR. Voir plus haut la note 2 des principaux points de comparaison des résultats et, dans l'Analyse des résultats financiers, la section Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion, qui portent sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent document.

Montréal, le 24 mai 2006 – BMO Groupe financier déclare un revenu net de 644 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2006, soit une hausse de 44 millions, ou de 7,1 %, par rapport à l'an dernier. Le RPA s'est accru de 0,08 \$, ou de 6,9 %, et s'établit à 1,24 \$, et le RPA avant amortissement s'est accru de 0,04 \$, ou de 3,3 %, et s'établit à 1,25 \$.

BMO a également annoncé une hausse de 0,09 \$, soit de 17 %, du dividende qui atteindra 0,62 \$ par action ordinaire au troisième trimestre et a augmenté la fourchette de son ratio de distribution cible, actuellement de 35 % à 45 %, pour la porter entre 45 % et 55 % du revenu net afférent aux actions ordinaires.

REVUE DES RÉSULTATS

« Notre revenu net a fortement progressé par rapport à l'an dernier, a déclaré Tony Comper, président et chef de la direction de BMO Groupe financier. Le groupe Services d'investissement a inscrit un revenu net record et celui du groupe Gestion privée est arrivé au deuxième rang des meilleurs revenus nets jamais obtenus par ce groupe, surpassé seulement par le résultat du quatrième trimestre de l'an dernier qui avait été marqué par d'importants gains liés à des ventes. Le groupe PE – Canada maintient la forte croissance de ses volumes, tout en investissant dans des initiatives stratégiques.

De plus, je suis heureux d'annoncer que BMO porte la fourchette de son ratio de distribution cible entre 45 % et 55 % du revenu net afférent aux actions ordinaires, alors qu'elle était jusqu'à maintenant de 35 % à 45 %. Cette hausse reflète notre confiance en notre capacité soutenue à générer un revenu net et la solidité de notre assise financière. Notre rigueur en matière de gestion du capital nous permettra de poursuivre nos attrayantes stratégies de croissance et de suivre notre engagement de longue date à accroître la valeur pour les actionnaires.

Conformément au nouveau ratio de distribution cible que nous nous sommes fixé, je suis également heureux d'annoncer une hausse de 17 %, ou de 0,09 \$, du dividende versé à nos actionnaires ordinaires qui atteindra 0,62 \$ au troisième trimestre, soit 35 % de plus qu'à la même période l'an dernier. »

Le revenu net s'est accru de 111 millions de dollars, ou de 21 %, comparativement au deuxième trimestre de l'an dernier, abstraction faite des éléments significatifs de 2005 mentionnés plus bas. Une fois les rajustements similaires effectués, le RPA a progressé de 0,21 \$, ou de 20 %, et le RPA avant amortissement, de 0,17 \$, ou de 16 %.

Au deuxième trimestre de 2005, le revenu net avait bénéficié de l'incidence nette après impôts de 67 millions de dollars (0,13 \$ par action) des éléments ci-dessous :

- Une augmentation de 44 millions de dollars (37 millions après impôts) du revenu du groupe Services d'investissement, liée à la restructuration des entités de titrisation des clients ou entités à détenteurs de droits variables (EDDV).
- Une réduction de 40 millions de dollars (26 millions après impôts) de la réserve générale pour créances irrécouvrables, qui se reflétait dans les résultats du groupe Services d'entreprise.
- Un recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs de 20 millions de dollars, comptabilisé dans les résultats du groupe Particuliers et entreprises.
- Une provision de 25 millions de dollars (16 millions après impôts) liée à un litige, constatée dans les frais du groupe Services d'entreprise.

Une fois rajusté pour tenir compte de l'incidence de la vente de *Harrisdirect* l'an dernier, le revenu du groupe Gestion privée a connu une croissance vigoureuse qui a entraîné une progression de son revenu net de 19 millions de dollars, ou de 25 %. La forte croissance du revenu et un taux d'imposition peu élevé ont entraîné une meilleure performance du groupe Services d'investissement, qui a augmenté son revenu net de 39 millions de dollars, mais cette augmentation se chiffre à 76 millions, ou à 45 %, si on exclut le revenu lié à la restructuration des EDDV comptabilisé l'an dernier. Quant au groupe Particuliers et entreprises, son revenu net a diminué de 7 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre de 2005, mais il a augmenté de 13 millions, ou de 4,7 %, si on fait abstraction du recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs comptabilisé l'année précédente. L'augmentation est due en grande partie à la croissance des volumes.

Par rapport aux résultats du premier trimestre, qui étaient déjà solides, le revenu net a augmenté de 14 millions de dollars ou de 2,0 %. L'augmentation des provisions pour créances irrécouvrables, la diminution des revenus de négociation et les coûts des investissements dans la croissance future de nos services bancaires de détail et de nos services de gestion de patrimoine ont été compensés par l'avantage découlant d'un taux d'imposition peu élevé.

Le groupe Services d'investissement a augmenté son revenu net de 17 millions de dollars, ou de 7,3 %, comparativement au premier trimestre, la baisse du revenu ayant été amplement compensée par un taux d'imposition effectif peu élevé et par la réduction des frais. Le groupe Gestion privée a accru son revenu net de 2 millions de dollars, ou de 2,5 %, la vigoureuse croissance du revenu ayant compensé la hausse des frais liés au revenu. Le revenu net du groupe Services d'entreprise a progressé de 9 millions de dollars, grâce à la réduction des frais. Quant au groupe Particuliers et entreprises, il a vu son revenu net diminuer de 14 millions de dollars, ou de 4,7 %, l'augmentation des volumes ayant été neutralisée par la réduction de la marge nette d'intérêts, la hausse des frais et l'incidence du fait que le deuxième trimestre comptait trois jours de moins que le précédent.

Pour les six premiers mois de l'exercice, le revenu net s'élève à 1 274 millions de dollars, soit une progression de 72 millions, ou de 5,9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2005. Le RPA se chiffre à 2,46 \$, en

hausse de 0,14 \$ ou de 6,0 %, et le RPA avant amortissement s'élève à 2,49 \$, soit une hausse de 0,09 \$ ou de 3,8 %. Les résultats des six mois terminés le 30 avril 2005 comprenaient cinq éléments significatifs, soit les quatre montants indiqués plus haut ainsi qu'un recouvrement de 32 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices précédents comptabilisé dans les résultats du groupe Services d'investissement au premier trimestre de 2005. Ces éléments significatifs ont accru le revenu net de BMO pour la période comparable en 2005 d'un montant net de 99 millions de dollars (0,19 \$ par action). Si on fait abstraction de ces éléments significatifs constatés l'an dernier, le revenu net des six premiers mois de l'exercice s'est accru de 171 millions de dollars, ou de 15 %. Si on fait le même rajustement, le RPA du premier semestre a progressé de 0,33 \$ ou de 15 %, et le RPA avant amortissement s'est accru de 0,28 \$ ou de 13 %.

Pour les six premiers mois de l'exercice, le revenu net du groupe Particuliers et entreprises a diminué de 1 million de dollars, mais si on exclut le recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs comptabilisé au premier semestre de l'an dernier, il a augmenté de 19 millions, ou de 3,4 %, grâce à la forte croissance des volumes, partiellement neutralisée par l'incidence du rétrécissement des marges nettes d'intérêts, l'augmentation des provisions pour créances irrécouvrables et la hausse des frais. Le revenu net du groupe Gestion privée a augmenté de 40 millions de dollars, ou de 27 %, la forte croissance du revenu, après rajustement pour tenir compte de la vente de *Harrisdirect*, ayant plus que compensé la hausse des frais liés au revenu. Le revenu net du groupe Services d'investissement s'est accru de 30 millions de dollars, mais si on exclut le revenu lié aux EDDV et le recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs comptabilisé en 2005, il a augmenté de 99 millions de dollars, ou de 26 %, la forte croissance du revenu ayant plus que compensé la hausse des coûts liés au rendement.

« Nos résultats pour le premier semestre sont solides et nous demeurons en bonne voie d'atteindre les cibles financières que nous nous sommes fixées pour l'exercice, a ajouté M. Comper. Nous continuons à équilibrer avec succès la nécessité d'investir pour notre croissance future et notre engagement à atteindre nos cibles annuelles. »

Le revenu¹ du trimestre a progressé de 75 millions de dollars, ou de 3,0 %, comparativement à l'an dernier et il s'élève à 2 503 millions, mais il a augmenté de 128 millions, ou de 5,4 %, si on exclut les résultats de *Harrisdirect*, et de 172 millions, ou de 7,4 %, si on exclut également les revenus liés aux EDDV comptabilisés l'an dernier. L'affaiblissement du dollar américain a diminué la croissance du revenu de 48 millions de dollars, ou de 2,0 %. Le revenu du groupe Particuliers et entreprises s'est accru de 53 millions de dollars, ou de 4,1 %, grâce à la forte croissance des volumes des produits, partiellement neutralisée par la réduction des revenus de titrisation et les effets du rétrécissement des marges nettes d'intérêts et de l'affaiblissement du dollar américain. Le revenu du groupe Gestion privée a diminué de 16 millions de dollars, ou de 3,4 %, mais il a augmenté de 37 millions, ou de 8,1 %, si on exclut les résultats de *Harrisdirect*, et de 43 millions, ou de 9,4 %, si on exclut également l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. La croissance du revenu de ce groupe s'est manifestée dans de nombreux secteurs. Le revenu du groupe Services d'investissement s'est accru de 46 millions de dollars, ou de 6,8 %, mais l'augmentation atteint 90 millions de dollars, ou 14 %, si on exclut les revenus liés aux EDDV, et elle s'élève à 117 millions, ou à 18 %, si on fait également abstraction de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Les revenus de négociation ont augmenté sensiblement grâce aux conditions favorables et à l'intensification des activités des clients en raison de la plus grande volatilité des prix de l'énergie. Les commissions sur titres de même que les revenus des activités de prise ferme de titres de participation et de créances ont aussi augmenté. Les gains nets sur titres de placement de BMO s'élèvent à 30 millions de dollars pour le trimestre, après des gains relativement peu élevés de 12 millions au deuxième trimestre de 2005.

Par rapport au premier trimestre, le revenu a diminué de 9 millions de dollars, ou de 0,4 %, en partie parce que le deuxième trimestre comptait trois jours de moins. Le revenu du groupe Particuliers et entreprises a progressé de 3 millions de dollars, les effets de la croissance des volumes ayant été partiellement neutralisés par le fait que le trimestre comptait moins de jours, le rétrécissement de la marge nette d'intérêts et l'affaiblissement du dollar américain. Le revenu du groupe Services d'investissement a diminué de 17 millions de dollars, ou de 2,3 %, en raison de la baisse des commissions sur les fusions et acquisitions au cours de ce trimestre et de revenus de négociation particulièrement élevés au premier trimestre. Cependant, les revenus des activités de prise ferme de titres de participation et de créances ont augmenté, de même que les commissions sur titres. Le revenu du groupe Gestion privée a progressé de 23 millions de dollars, ou de 4,9 %, grâce surtout à l'augmentation des revenus liés

¹ Sur une base d'imposition comparable – voir la section qui traite des mesures conformes et non conformes aux PCGR.

aux commissions et aux services tarifés dans le secteur du placement à service complet et à l'augmentation du volume des transactions dans le secteur du placement en direct.

Pour les six premiers mois de l'exercice, le revenu s'est accru de 148 millions de dollars, ou de 3,0 %, à 5 015 millions de dollars, mais il a progressé de 256 millions, ou de 5,4 %, si on exclut les résultats de *Harrisdirect*, et de 300 millions, ou de 6,3 %, si on fait également abstraction des revenus liés aux EDDV. L'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance du revenu de 78 millions de dollars, ou de 1,6 %. La croissance du revenu pour les six premiers mois de l'exercice est due en grande partie aux mêmes facteurs qui ont contribué à sa croissance au deuxième trimestre par rapport au trimestre correspondant l'an dernier.

La marge nette d'intérêts¹ globale de BMO pour le deuxième trimestre de 2006 s'établit à 1,49 %, soit un recul de 11 points de base comparativement à l'an dernier et de 9 points de base par rapport au premier trimestre. Les deux tiers du recul par rapport au premier trimestre sont imputables à la baisse enregistrée par le groupe Services d'investissement. Les marges nettes d'intérêts du groupe PE – Canada et du groupe Services d'investissement se sont toutes deux rétrécies par rapport à l'an dernier et par rapport au premier trimestre. La marge du groupe PE – Services bancaires région de Chicago est plus faible qu'il y a un an, mais elle s'est améliorée par rapport au premier trimestre. Les marges nettes d'intérêts sont présentées en détail dans la section Revenu de l'Analyse des résultats financiers.

Les frais autres que d'intérêts se chiffrent à 1 571 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2006, soit une baisse de 8 millions, ou de 0,5 %, comparativement à l'an dernier, mais une hausse de 50 millions, ou de 3,3 %, si on exclut les résultats de *Harrisdirect*, et de 75 millions, ou de 5,0 %, si on fait également abstraction de la provision liée à un litige comptabilisée l'an dernier. L'affaiblissement du dollar américain a retranché 32 millions de dollars, ou 2,0 %, à l'augmentation des frais. Les frais liés au rendement du groupe Services d'investissement ont augmenté, de même que les frais liés au revenu du groupe Gestion privée. Les frais des services bancaires aux particuliers et aux entreprises ont augmenté en raison de la hausse des frais liés au personnel, qui est attribuable à l'augmentation de la force de vente de nos services aux particuliers et aux entreprises au Canada, et en raison des coûts liés aux acquisitions, des frais d'intégration de ces acquisitions au sein du groupe PE – Services bancaires région de Chicago et des coûts liés aux nouvelles succursales. L'augmentation des dépenses liées à des initiatives au Canada et aux États-Unis a contribué à la hausse des frais des services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Par rapport au premier trimestre, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 26 millions de dollars, ou de 1,6 %. Les frais de marketing ont augmenté de même que les frais liés aux investissements dans le réseau de distribution matériel de nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada. Pour les Services bancaires région de Chicago, l'augmentation des frais s'explique notamment par les acquisitions, la hausse des frais de montage de prêts et de marketing ainsi qu'une importante initiative liée à la technologie des succursales. Les frais liés au revenu du groupe Gestion privée ont augmenté, tandis que les frais du groupe Services d'investissement diminuaient malgré une hausse des frais liés au rendement. Le fait que le deuxième trimestre comptait trois jours de moins que le précédent a favorisé la baisse des frais.

Pour les six premiers mois de l'exercice, les frais autres que d'intérêts sont restés relativement stables à 3 116 millions de dollars, mais ils ont augmenté de 119 millions, ou de 4,0 %, si on exclut *Harrisdirect*, et de 144 millions, ou de 4,9 %, si on fait également abstraction de la provision liée à un litige comptabilisée l'an dernier. L'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance des frais de 50 millions de dollars, ou de 1,6 %. L'augmentation des frais est principalement attribuable aux mêmes facteurs qui ont contribué à leur augmentation au deuxième trimestre par rapport à l'an dernier.

Le ratio de productivité s'établit à 62,7 % pour le deuxième trimestre de 2006, alors qu'il était de 65,0 % il y a un an. Le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 170 points de base à 62,3 %, ou de 117 points de base si on exclut les résultats de *Harrisdirect* pour la période correspondante l'an dernier. Par rapport au premier trimestre, nos ratios de productivité et de productivité avant amortissement se sont détériorés de 123 points de base. Pour les six premiers mois de l'exercice, notre ratio de productivité s'est amélioré de 180 points de base par rapport à la période comparable en 2005, tandis que notre ratio de productivité avant amortissement s'améliorait de

125 points de base, l'écart entre les améliorations s'expliquant en grande partie par la vente de *Harrisdirect* et sa conséquence, soit la réduction de l'amortissement des actifs incorporels, une charge hors trésorerie.

Même si elles ont augmenté comparativement à l'an dernier, les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables restent peu élevées à 66 millions de dollars pour le deuxième trimestre, alors qu'elles se chiffraient à 46 millions il y a un an et à 52 millions au premier trimestre. Au deuxième trimestre de 2005, la réserve générale pour créances irrécouvrables avait été réduite de 40 millions de dollars. Pour les six premiers mois de l'exercice, les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables s'élèvent à 118 millions de dollars, alors qu'elles étaient de 89 millions un an plus tôt. Pour les six premiers mois de l'exercice 2005, la provision globale pour créances irrécouvrables se chiffrait à 49 millions de dollars, compte tenu de la réduction de 40 millions de la réserve générale, alors qu'elle s'élève à 118 millions pour le premier semestre de l'exercice en cours. Nous continuons à prévoir des provisions spécifiques pour créances irrécouvrables de 325 millions de dollars ou moins pour l'exercice 2006, alors que la cible que nous avons établie au début de l'exercice était une provision de 400 millions ou moins.

Le revenu net provenant de nos activités aux États-Unis s'établit à 100 millions de dollars américains pour le deuxième trimestre de 2006, alors qu'il s'établissait à 106 millions de dollars américains l'an dernier et à 109 millions de dollars américains au premier trimestre. Si on exclut le revenu net de 23 millions de dollars américains comptabilisé dans les résultats de nos activités aux États-Unis l'an dernier en rapport avec la restructuration des EDDV, le revenu net a progressé de 17 millions de dollars américains par rapport à l'an dernier, l'augmentation des revenus de négociation d'instruments dérivés de produits de base n'ayant été que partiellement neutralisée par l'augmentation des frais. Le recul par rapport au premier trimestre est dû au repli du revenu net au sein du groupe PE – Services bancaires région de Chicago et du groupe Gestion privée. La baisse des revenus de négociation d'instruments dérivés de produits de base du groupe Services d'investissement a été en grande partie compensée par l'augmentation des revenus de commissions et la réduction des frais.

Le ratio du capital de première catégorie s'établit à 10,17 %, alors qu'il se chiffrait à 10,38 % à la fin du premier trimestre et à 10,25 % à la fin de 2005. Ces diminutions sont principalement attribuables à la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques, due en grande partie à la croissance des prêts des groupes Particuliers et entreprises et Services d'investissement.

Au cours du trimestre, nous avons racheté 1 861 300 actions ordinaires de la Banque de Montréal dans le cadre de notre programme de rachat d'actions ordinaires, au prix moyen de 65,63 \$ l'action, pour une somme totale de 122 millions de dollars. Nous avons racheté 3 215 800 actions ordinaires en vertu d'une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, qui arrive à échéance le 5 septembre 2006 et qui nous autorise à racheter aux fins d'annulation un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires de la Banque de Montréal, soit environ 3 % des actions en circulation de BMO. Notre programme de rachat d'actions ordinaires vise principalement à compenser, à la longue, l'effet de dilution causé par l'exercice d'options d'achat d'actions, le Régime de réinvestissement des dividendes et la conversion d'actions convertibles.

La Banque de Montréal détient une participation dans MasterCard Incorporated. Le 5 mai 2006, MasterCard a déposé un prospectus préliminaire en vue de réaliser un premier appel public à l'épargne (PAPE) aux États-Unis. Il est probable qu'une part des intérêts de la Banque de Montréal dans MasterCard sera rachetée dans le cadre de cette opération. Si l'opération est conclue aux conditions énoncées dans le prospectus préliminaire, le rachat de la participation de BMO pourrait se traduire par un gain après impôts d'environ 20 millions à 30 millions de dollars canadiens. Le montant du gain variera en fonction du prix des titres et des frais associés au PAPE, de la somme brute reçue par MasterCard, du nombre de parts effectivement rachetées et des taux de change.

Cibles pour l'exercice 2006

Résultats cumulatifs depuis le début de l'exercice jusqu'au 30 avril 2006

-
- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none">• Croissance du RPA de 5 % à 10 % par rapport à un montant de base de 4,59 \$ (excluant les changements apportés à la réserve générale).• RCP de 17 % à 19 %.• Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 400 millions de dollars ou moins. <p>Nous continuons à prévoir des provisions spécifiques de 325 millions ou moins pour l'exercice 2006, comme nous le prévoyions au premier trimestre.</p> <ul style="list-style-type: none">• Ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 %.• Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 100 à 150 points de base. | <ul style="list-style-type: none">• RPA de 2,46 \$, en hausse de 8,4 % par rapport à 2,27 \$ (excluant les changements apportés à la réserve générale).• RCP annualisé de 18,8 %.• Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 118 millions de dollars.
<ul style="list-style-type: none">• Ratio du capital de première catégorie de 10,17 %.• Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 125 points de base par rapport à l'an dernier. |
|---|--|
-

Perspectives relatives au revenu net et à l'économie en 2006

Nous demeurons sur la bonne voie pour atteindre les cibles de l'exercice 2006 qui sont présentées ci-dessus et que nous avons établies à la fin de l'exercice 2005. Nous nous attendons maintenant à ce que l'économie canadienne croisse au rythme respectable de 3,2 % en 2006, comparativement à un rythme de 2,9 % en 2005. Nous nous attendons également à ce que les investissements des entreprises demeurent élevés, car nous prévoyons que la croissance des profits se poursuivra à un bon rythme, ce qui devrait favoriser la croissance des prêts aux entreprises. Sur le marché de l'habitation, par contre, nous nous attendons à ce que le niveau d'activité, après avoir été extrêmement élevé, diminue, les dernières hausses de taux d'intérêt ayant pour effet de réduire la demande de prêts hypothécaires à l'habitation. La vigueur du dollar canadien ralentira sans doute elle aussi la croissance économique cette année. Néanmoins, l'expansion économique devrait rester vigoureuse et pourrait favoriser les activités rémunérées des services bancaires d'investissement en 2006. Il est à prévoir que le niveau élevé des prix des produits de base et la faiblesse générale du dollar américain continueront à soutenir le dollar canadien, ce qui devrait limiter les prochaines hausses de taux d'intérêt. Nous prévoyons que les provinces productrices de ressources, dans l'Ouest, continueront à mener l'économie du Canada cette année.

Nous prévoyons maintenant que l'économie américaine croîtra au rythme relativement rapide de 3,5 % en 2006, comme l'an dernier. Les investissements des entreprises, qui resteront élevés grâce à la bonne situation des bilans, devraient stimuler le développement économique et favoriser la croissance des prêts aux entreprises. Même si la Réserve fédérale semble être près de la fin de son cycle de resserrement des conditions monétaires, les dernières hausses des taux d'intérêt vont probablement atténuer la demande de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts à la consommation. Malgré un taux de chômage bas et des prix de l'énergie élevés, l'inflation devrait être contenue par le fort taux de croissance de la productivité et l'intensité de la concurrence mondiale. On s'attend à ce que le dollar américain continue à se déprécier par rapport à la plupart des principales monnaies, en raison de l'importance du déficit commercial des États-Unis.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Un cadre de gouvernance financière rigoureux et complet a été mis en place au sein de BMO et de ses filiales, aux niveaux de la direction et du Conseil d'administration. Chaque année, le rapport annuel de BMO contient une déclaration signée par le chef de la direction et le chef des finances faisant état de la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière contenue dans le rapport. Lors de la publication de son rapport annuel et d'autres documents d'information, en décembre 2005, BMO a déposé des déclarations certifiant ses résultats, signées par le chef de la direction et le chef des finances, auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la SEC des États-Unis. Dans ces déclarations, le chef de la direction et le chef des finances de BMO certifient, comme l'exigent, au Canada, la norme multilatérale 52-109 (Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) et, aux États-Unis, la loi Sarbanes-Oxley, l'exactitude de l'information

financière contenue dans nos documents d'information annuels ainsi que l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information. Le chef de la direction et le chef des finances de BMO certifient l'exactitude de l'information financière contenue dans nos rapports intermédiaires déposés auprès des organismes de réglementation, y compris le présent Rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période terminée le 30 avril 2006 qui l'accompagnent. Ils certifient également qu'ils sont responsables de l'élaboration des contrôles et procédures relatifs à la communication de l'information financière.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité de vérification de BMO a examiné le présent document et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints, et le Conseil d'administration de BMO a approuvé ces documents avant leur publication.

On trouvera une analyse plus détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans la section Rapport de gestion du Rapport annuel 2005 de BMO, accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act, loi américaine de 1995, et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2006 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment : la situation économique générale dans les pays où nous sommes présents, les fluctuations des taux d'intérêt et de change, les changements de politique monétaire, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour de plus amples renseignements, le lecteur peut se reporter aux pages 29 et 30 du Rapport annuel 2005 de BMO, qui décrit en détail certains facteurs clés susceptibles d'influer sur les résultats futurs de BMO. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine en 2006 et aux conséquences de ce comportement sur nos activités sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et de nos cibles financières pour l'exercice 2006, y compris notre provision pour créances irrécouvrables. Selon certaines de nos principales hypothèses, les économies canadienne et américaine devraient croître à un rythme vigoureux en 2006 et le taux d'inflation devrait demeurer bas. Nous avons également supposé que les taux d'intérêt augmenteraient progressivement dans les deux pays en 2006 et que le dollar canadien conserverait ses récents gains. Nous croyons que ces hypothèses sont toujours valables et nous avons continué à nous fonder sur elles pour évaluer notre capacité d'atteindre nos cibles financières pour l'exercice 2006. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Les lois fiscales en vigueur dans les pays où nous sommes présents, principalement le Canada et les États-Unis, sont des facteurs importants dont nous devons tenir compte pour déterminer notre taux d'imposition effectif normal.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, notre Rapport de gestion et nos États financiers consolidés vérifiés annuels, notre Notice annuelle et notre Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, à www.bmo.com, sur le site des autorités canadiennes en valeurs mobilières, à www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à www.sec.gov.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent consulter le présent communiqué, les présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site www.bmo.com/relationinvestisseurs. Ces documents sont également disponibles aux bureaux de BMO Groupe financier, au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, 18^e étage, Toronto, Ontario, M5X 1A1.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mercredi 24 mai 2006 à 14 h 30 (HAE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au (416) 695-9753 (région de Toronto) ou au 1 888 789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la conférence sera accessible jusqu'au mercredi 7 juin 2006, au (416) 695-5292 (région de Toronto) ou au 1 888 742-2491 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès : 6789).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante :

www.bmo.com/relationinvestisseurs. Elle sera accessible en différé sur notre site jusqu'au lundi 21 août 2006.

Relations avec les médias

Ronald Monet, Montréal, ronald.monet@bmo.com, (514) 877-1101

Ralph Marranca, Toronto, ralph.marranca@bmo.com, (416) 867-3996

Relations avec les investisseurs

Viki Lazaris, première vice-présidente, Relations avec les investisseurs, viki.lazaris@bmo.com, (416) 867-6656

Steven Bonin, directeur général, Relations avec les investisseurs, steven.bonin@bmo.com, (416) 867-5452

Krista White, directrice principale, Relations avec les investisseurs, krista.white@bmo.com, (416) 867-7019

Chef des finances

Karen Maidment, chef des finances et des affaires administratives,

karen.maidment@bmo.com, (416) 867-6776

Secrétariat général

Robert Horte, vice-président et secrétaire général, Secrétariat général et affaires juridiques,

corp.secretary@bmo.com, (416) 867-6785

ANALYSE DES RÉSULTATS FINANCIERS

Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2006	T1-2006	T2-2005	Cumul 2006	Cumul 2005
Revenu net d'intérêts selon les états financiers a)	1 113	1 182	1 181	2 295	2 379
Revenu autre que d'intérêts	1 360	1 299	1 216	2 659	2 429
Revenu selon les états financiers b)	2 473	2 481	2 397	4 954	4 808
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic) c)	30	31	31	61	59
Revenu net d'intérêts (bic) (a+c) d) ¹⁾	1 143	1 213	1 212	2 356	2 438
Revenu autre que d'intérêts	1 360	1 299	1 216	2 659	2 429
Revenu (bic) e) ¹⁾	2 503	2 512	2 428	5 015	4 867
Provision pour impôts sur les bénéfices selon les états financiers	173	235	198	408	417
Rajustement sur une base d'imposition comparable	30	31	31	61	59
Provision pour impôts sur les bénéfices (bic) ¹⁾	203	266	229	469	476
Frais autres que d'intérêts f)	1 571	1 545	1 579	3 116	3 112
Amortissement des actifs incorporels	(12)	(11)	(24)	(23)	(48)
Frais avant amortissement g) ¹⁾	1 559	1 534	1 555	3 093	3 064
Revenu net	644	630	600	1 274	1 202
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	9	9	21	18	40
Revenu net avant amortissement ¹⁾	653	639	621	1 292	1 242
Dividendes sur actions privilégiées	(8)	(8)	(8)	(16)	(16)
Charge au titre du capital ¹⁾	(350)	(353)	(317)	(703)	(639)
Profit économique net ¹⁾	295	278	296	573	587
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu ²⁾ (%) ((f/b) x 100)	63,5	62,3	65,9	62,9	64,7
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) ¹⁾²⁾ (%) ((f/e) x 100)	62,7	61,5	65,0	62,1	63,9
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic) ¹⁾²⁾ (%) ((g/e) x 100)	62,3	61,1	64,0	61,7	62,9
Marge nette d'intérêts annualisée (%) ((a / actif moyen) x 100)	1,45	1,54	1,56	1,49	1,58
Marge nette d'intérêts (bic) annualisée ¹⁾ (%) ((d / actif moyen) x 100)	1,49	1,58	1,60	1,53	1,62
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	1,24	1,22	1,16	2,46	2,32
RPA avant amortissement ¹⁾ (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars)	1,25	1,24	1,21	2,49	2,40

¹⁾ Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

²⁾ Aussi appelé ratio de productivité ou ratio de productivité avant amortissement, selon le cas.

Pour évaluer ses résultats, BMO utilise à la fois des mesures conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) et certaines mesures qui ne sont pas conformes aux PCGR. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et les autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises. Le tableau ci-dessus rapproche les mesures non conformes aux PCGR, que la direction surveille régulièrement, et leurs équivalents selon les PCGR.

Les mesures du revenu net avant amortissement et du ratio de productivité avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement des actifs incorporels peut ne pas avoir été considéré comme charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action (RPA) avant amortissement sont aussi utiles parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le RPA avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels aux résultats selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité avant amortissement.

BMO, comme plusieurs autres banques, analyse son revenu, et les ratios établis d'après son revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de

certaines titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Pour plus de cohérence, le taux d'imposition effectif est également analysé sur une base d'imposition comparable. L'analyse sur une base d'imposition comparable permet de neutraliser l'effet, sur les ratios, d'avoir investi dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions des ratios, entre les périodes et entre les institutions, liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables. Dans le présent Rapport de gestion, tous les montants de revenus et d'impôts et les ratios correspondants sont présentés sur une base d'imposition comparable, à moins d'indication contraire.

Le profit économique net est le revenu net avant amortissement afférent aux actions ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

Change

L'affaiblissement du dollar américain a eu un effet à la baisse sur l'équivalent en dollars canadiens des revenus, des frais, de la provision pour créances irrécouvrables, des impôts sur les bénéficiaires et du revenu net de BMO libellés en dollars américains pour les premier et deuxième trimestres de 2006, relativement aux périodes comparables. Le tableau suivant fait état des taux de change moyens entre les dollars canadien et américain et de l'impact des fluctuations de ces taux. Au début de chaque trimestre, BMO prend part à des opérations de couverture destinées à compenser partiellement l'incidence avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net en dollars américains pour ce trimestre. Ces opérations atténuent partiellement l'impact des fluctuations du taux de change à l'intérieur d'un trimestre.

Dans les périodes futures, les gains ou les pertes résultant de ces opérations de couverture seront déterminés à la fois par les fluctuations monétaires futures et par la valeur des opérations de couverture sous-jacentes futures, car les transactions sont conclues chaque trimestre en rapport avec le revenu net prévu en dollars américains des trois prochains mois. Les effets des fluctuations du taux de change sur nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section Impôts sur les bénéficiaires.

Effets des fluctuations du taux de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)		T2-2006		Cumul 2006
		c. T2-2005	c. T1-2006	c. cumul 2005
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)	---Période courante	1,1413	1,1413	1,1489
	---Période précédente	1,2336	1,1562	1,2216
Revenu net d'intérêts réduit		(16)	(3)	(28)
Revenu autre que d'intérêts réduit		(32)	(5)	(50)
Revenu total réduit		(48)	(8)	(78)
Frais réduits		32	5	50
Provision pour créances irrécouvrables réduite		-	-	1
Impôts sur les bénéficiaires réduits		6	1	18
Revenu net réduit avant gains sur opérations de couverture		(10)	(2)	(9)
Gains sur opérations de couverture		7	7	8
Impôts sur les bénéficiaires		(2)	(2)	(2)
Revenu net augmenté (réduit)		(5)	3	(3)

Mesures de la valeur

Le rendement des capitaux propres (RCP) annualisé s'établit à 19,1 % pour le trimestre, alors qu'il s'élevait à 19,5 % il y a un an et à 18,5 % au premier trimestre. Pour les six premiers mois de l'exercice, le RCP annualisé s'établit à 18,8 %, ce qui est conforme à notre cible pour l'exercice (un RCP de 17 % à 19 %), mais inférieur au RCP de 19,5 % de l'an dernier, en raison de l'augmentation des capitaux propres.

Le RPA se chiffre à 1,24 \$, soit une hausse de 0,08 \$, ou de 6,9 %, par rapport au deuxième trimestre de 2005, et de 0,02 \$, ou de 1,6 %, par rapport au premier trimestre. Pour les six premiers mois de l'exercice, le RPA s'établit à 2,46 \$, soit une hausse de 0,14 \$, ou de 6,0 %, par rapport au premier semestre de l'an dernier. Si on fait abstraction de la réduction de la réserve générale en 2005, le RPA du premier semestre est en hausse de 8,4 %, ce qui est conforme à notre objectif pour l'exercice, soit une croissance du RPA de 5 % à 10 % sur cette base.

Le profit économique net se chiffre à 295 millions de dollars (voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR), alors qu'il atteignait 296 millions au deuxième trimestre de 2005. Pour les six premiers mois de l'exercice, il s'établit à 573 millions de dollars, en baisse par rapport aux 587 millions pour le premier semestre de 2005, encore une fois en raison de l'augmentation des capitaux propres.

Le rendement total des capitaux propres (RTCP) investis dans les actions ordinaires de BMO s'établit à (4,6 %) pour le deuxième trimestre, après avoir été de 19,1 % au premier trimestre. Pour les 12 mois terminés le 30 avril 2006, le RTCP de BMO s'établit à 17,7 %, tandis que le RTCP annuel moyen de BMO pour la période de cinq ans qui a pris fin le 30 avril 2006 s'établit à 16,4 %, un résultat qui nous classe au quatrième rang des grandes banques du Canada et qui est supérieur au rendement total annuel moyen de l'indice composé S&P/TSX pour la même période, qui est de 11,0 %. Le RTCP annualisé sur cinq ans est notre principale mesure de la valeur pour les actionnaires et la plus importante des mesures de nos résultats financiers et de notre situation financière. Notre objectif fondamental est de maximiser la valeur pour les actionnaires et de nous classer, au fil du temps, dans le quartile supérieur de nos groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord pour le rendement total des capitaux propres.

Revenu net

Le revenu net et ses écarts entre les périodes ont été examinés plus haut dans la Revue des résultats. Le revenu net par groupe d'exploitation fait l'objet d'un examen plus détaillé dans l'Analyse des résultats des groupes d'exploitation qui suit.

Le revenu net provenant de nos activités aux États-Unis s'établit à 112 millions de dollars pour le trimestre, soit 17,4 % du revenu net de BMO, comparativement à 129 millions et à 21,5 % l'an dernier. Au deuxième trimestre de 2005, les résultats de nos activités aux États-Unis comprenaient des revenus de 29 millions de dollars liés à la restructuration des EDDV (et un revenu net connexe de 29 millions puisque les EDDV sont des entités non imposables aux États-Unis). Pour les six premiers mois de l'exercice, le revenu net provenant de nos activités aux États-Unis se chiffre à 239 millions de dollars, ou à 18,8 % du revenu net de BMO, par rapport à 285 millions et à 23,7 % pour la période comparable en 2005.

Revenu

Tel que nous l'expliquons plus haut dans la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR, BMO, comme plusieurs autres banques, analyse son revenu sur une base d'imposition comparable (bic) et tous les revenus et ratios calculés d'après son revenu dans le présent Rapport de gestion sont établis sur cette base.

Le revenu total et ses écarts ont été examinés plus haut dans la section intitulée Revue des résultats.

Marge nette d'intérêts (bic)		Augmentation/ (Diminution)	Augmentation/ (Diminution)		Augmentation/ (Diminution)
(en points de base)	T2-2006	c. T2-2005	c. T1-2006	Cumul 2006	c. cumul 2005
Groupe PE – Canada	252	(12)	(6)	255	(11)
Groupe PE – Services bancaires région de Chicago	345	(10)	5	342	(15)
Groupe Particuliers et entreprises	268	(11)	(3)	270	(11)
Groupe Gestion privée	882	49	29	867	57
Groupe Services d'investissement	43	(22)	(8)	47	(19)
Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Total de BMO	149	(11)	(9)	153	(9)

n.s. – non significatif

Le revenu net d'intérêts s'établit à 1 143 millions de dollars, soit une baisse de 69 millions comparativement au deuxième trimestre de l'an dernier. La marge nette d'intérêts s'établit à 1,49 %, soit un recul de 11 points de base par rapport à l'an dernier, ou de 23 points de base si on exclut l'incidence des actifs des EDDV comme nous l'expliquons dans le paragraphe suivant. L'actif moyen s'est accru de 3,2 milliards de dollars. L'actif moyen du groupe Particuliers et entreprises s'est accru de 10 milliards de dollars, en grande partie grâce aux prêts

hypothécaires à l'habitation, qui ont poursuivi leur forte croissance grâce à l'activité des marchés de l'habitation. L'actif moyen du groupe Services d'investissement a perdu 6 milliards de dollars, mais il a progressé de 15 milliards si on effectue un rajustement pour tenir compte des actifs des EDDV comme nous l'expliquons dans le paragraphe suivant. Cette progression est due à la hausse des actifs dérivés, des titres de négociation, des prises en pension et des prêts aux grandes entreprises.

La marge nette d'intérêts de BMO s'est rétrécie d'environ 12 points de base aux premier et deuxième trimestres de 2005, parce que au cours de la première moitié de 2005, nous avons dû consolider des actifs d'EDDV d'une valeur de 21 milliards de dollars dans le bilan de BMO. Les actifs des EDDV ont diminué la marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement d'environ 9 points de base aux premier et deuxième trimestres de 2005. Le 29 avril 2005, nous avons terminé une restructuration de ces EDDV; par conséquent, les actifs de ces entités ne sont plus inclus dans le bilan de BMO à compter de cette date.

La marge nette d'intérêts du groupe Particuliers et entreprises s'est contractée de 11 points de base comparativement à l'an dernier. La marge nette d'intérêts du groupe PE – Canada a perdu 12 points de base, parce que les prêts aux particuliers ont connu une plus forte croissance que celle des dépôts, de même qu'en raison d'une stratégie tarifaire offensive visant à faire face à la concurrence et du contexte des taux d'intérêt. La hausse des taux d'intérêt a entraîné la réduction des marges sur les prêts hypothécaires et autres produits de crédit à taux variable. De plus, le bas niveau absolu de tous les taux d'intérêt a contribué au rétrécissement des marges, toutefois atténué par les mesures tarifaires appliquées à certaines catégories de dépôts. La marge nette d'intérêts du groupe PE – Services bancaires région de Chicago s'est rétrécie de 10 points de base parce que les actifs, principalement les prêts à la consommation, ont augmenté plus rapidement que les dépôts et en raison des pressions de la concurrence sur les tarifs des prêts. La marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement a perdu 22 points de base, à cause de la baisse du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation et de la réduction des marges sur les prêts aux grandes entreprises en raison de la concurrence sur les taux d'intérêt aux États-Unis ainsi que dans les secteurs sensibles aux taux d'intérêt dans un contexte de taux à la hausse. Abstraction faite de l'incidence des EDDV en 2005, la marge nette d'intérêts de ce groupe s'est rétrécie de 31 points de base.

Le calcul du revenu net d'intérêts tient compte de l'intérêt obtenu sur les actifs liés à la négociation et des coûts de mobilisation de fonds relatifs à ces actifs. L'écart entre ces deux montants représente notre revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation. La plus grande partie des revenus provenant de ces actifs liés aux activités de négociation est constituée de gains à la valeur de marché. Ces gains sont inclus dans le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation et sont nettement plus élevés que le revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation. Le revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation a été légèrement négatif ce trimestre, alors qu'il avait été positif au deuxième trimestre de l'an dernier et positif aussi, quoique peu élevé, au premier trimestre, principalement en raison de la hausse des coûts de mobilisation de fonds. Ces changements ont contribué à la réduction de la marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement. Le total des revenus d'intérêts et autres que d'intérêts liés aux activités de négociation s'élève à 179 millions de dollars pour le deuxième trimestre, soit une hausse de 48 millions par rapport à l'an dernier, mais une baisse de 52 millions comparativement aux revenus de négociation records du premier trimestre.

Comparativement au premier trimestre, le revenu net d'intérêts a diminué de 70 millions de dollars. Ce recul est partiellement attribuable au fait que le deuxième trimestre comptait trois jours de moins que le précédent. L'actif moyen s'est accru de 8,9 milliards de dollars, environ les deux tiers de cette augmentation étant attribuables au groupe Services d'investissement. La marge nette d'intérêts a perdu 9 points de base à 1,49 %. Les deux tiers du recul par rapport au premier trimestre sont imputables à la baisse enregistrée par le groupe Services d'investissement. La marge nette d'intérêts du groupe Particuliers et entreprises s'est contractée de 3 points de base. Celle du groupe PE – Canada a perdu 6 points de base en raison d'une stratégie tarifaire offensive liée à la concurrence sur le marché des prêts hypothécaires et parce que le total des prêts aux particuliers a augmenté plus rapidement que celui des dépôts. La marge nette d'intérêts du groupe PE – Services bancaires région de Chicago s'est accrue de 5 points de base, grâce à l'élargissement de la marge sur les dépôts, partiellement neutralisé par la réduction des marges sur les prêts attribuable aux pressions de la concurrence. La marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement s'est rétrécie de 8 points de base, en raison de la diminution du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation et de la réduction des recouvrements de prêts auparavant classés comme douteux.

Pour les six premiers mois de l'exercice, le revenu net d'intérêts a diminué de 82 millions de dollars à 2 356 millions. L'actif moyen a augmenté de 6 milliards de dollars, mais l'augmentation atteint 27 milliards après le rajustement concernant les actifs des EDDV. Encore une fois, environ les deux tiers de cette dernière augmentation sont dus au groupe Services d'investissement. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est contractée de 9 points de base, ou de 21 points de base si on exclut l'incidence des actifs des EDDV, pour des raisons en grande partie semblables à celles qui ont causé le rétrécissement de la marge au deuxième trimestre par rapport à l'an dernier.

Le revenu autre que d'intérêts de BMO pour le deuxième trimestre s'est accru de 144 millions de dollars ou de 12 % par rapport à l'an dernier et s'élève à 1 360 millions, mais l'augmentation atteint 180 millions, ou 15 %, si on fait abstraction de *Harrisdirect*, et 224 millions, ou 20 %, si on exclut également les revenus des EDDV. Le revenu du groupe Services d'investissement a progressé, les revenus sur les actions, les revenus de change et particulièrement les revenus de négociation des instruments dérivés de produits de base ayant connu une hausse marquée grâce à des conditions de négociation favorables et à l'accroissement des activités des clients lié à la plus grande volatilité des prix de l'énergie. Les activités du secteur des prises fermes de titres de participation et d'emprunt ont considérablement augmenté, tandis que les revenus tirés des activités dans le secteur des fusions et acquisitions et les commissions augmentaient aussi. Le revenu autre que d'intérêts du groupe Gestion privée s'est nettement accru, après rajustement pour tenir compte de la contribution de *Harrisdirect*, qui s'élevait à 36 millions de dollars l'an dernier. Cette croissance a été favorisée par la progression des volumes de transactions dans le secteur du placement en direct et par l'augmentation des commissions et des revenus des services tarifés du secteur du placement à service complet et notamment des revenus tirés des fonds d'investissement. Le groupe PE – Canada a augmenté ses revenus de services de cartes et d'assurance, de même que ses ventes de produits de placement à terme et de fonds d'investissement. Les gains nets sur titres de placement de BMO s'élèvent à 30 millions de dollars pour le trimestre, en hausse par rapport au chiffre relativement bas de 12 millions enregistré au deuxième trimestre de 2005. Cependant, les revenus de titrisation ont diminué de 29 millions de dollars comparativement à l'an dernier. Les ventes d'actifs titrisés ont produit des gains en 2005, mais des pertes au cours du deuxième trimestre de l'exercice en cours. Le fait qu'une vente produit un gain ou une perte dépend en grande partie du rendement des actifs titrisés relativement aux rendements du marché. L'affaiblissement du dollar américain a ralenti le rythme général de la croissance des revenus autres que d'intérêts.

Par rapport au premier trimestre, le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 61 millions de dollars ou de 4,7 %. La croissance a été forte dans le groupe Gestion privée, grâce surtout à la hausse des revenus de commissions et des revenus liés aux services tarifés dans le secteur du placement à service complet et à l'augmentation du volume des transactions effectuées par les clients dans le secteur du placement en direct. Le revenu autre que d'intérêts du groupe Particuliers et entreprises a lui aussi fortement augmenté, grâce à la progression des gains sur titres de placement, des revenus des services de cartes et d'assurance et des ventes de produits de placement à terme et de fonds d'investissement, facteurs partiellement neutralisés par la baisse des revenus de titrisation. Le groupe Services d'investissement a accru son revenu autre que d'intérêts grâce à la vigueur des revenus de commissions et des activités de prise ferme de titres de participation et d'emprunt, partiellement neutralisée par la réduction des revenus de négociation et des commissions sur les fusions et acquisitions. La croissance globale du revenu autre que d'intérêts a été limitée par le fait que le deuxième trimestre comptait trois jours de moins que le précédent et par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Pour les six premiers mois de l'exercice, le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 230 millions de dollars, ou de 9,4 %, à 2 659 millions de dollars, mais l'augmentation s'élève à 305 millions, ou à 13 %, si on exclut *Harrisdirect* et à 349 millions, ou à 15 %, si on fait également abstraction des revenus des EDDV. Le revenu du groupe Services d'investissement s'est sensiblement accru, les revenus de négociation d'instruments dérivés de produits de base et les autres revenus de négociation ayant considérablement augmenté grâce à des conditions de négociation favorables et à l'accroissement des activités des clients en raison de la plus grande volatilité des prix de l'énergie. Les revenus tirés des activités dans le secteur des fusions et acquisitions ont augmenté de façon marquée, tandis que les commissions sur titres et les revenus liés à la prise ferme de titres de participation et d'emprunt augmentaient eux aussi. Les gains sur titres de placement de BMO sont comparables à ceux de la même période de l'exercice précédent. Le revenu autre que d'intérêts du groupe Gestion privée s'est nettement accru, après rajustement pour tenir compte de la contribution de *Harrisdirect*, qui s'élevait à 75 millions de dollars l'an dernier. Cette croissance a été favorisée par la progression des actifs gérés dans le secteur des fonds d'investissement et par l'augmentation des

commissions et des revenus liés aux services tarifés dans le secteur du courtage. Le revenu du groupe Particuliers et entreprises a lui aussi progressé, grâce à l'augmentation des revenus des services de cartes et d'assurance et à celle des ventes de produits de placement à terme et de fonds d'investissement, partiellement neutralisées par la baisse des revenus de titrisation. L'affaiblissement du dollar américain a ralenti le rythme général de la croissance des revenus autres que d'intérêts.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts se chiffrent à 1 571 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2006, soit une baisse de 8 millions, ou de 0,5 %, comparativement à l'an dernier, mais une hausse de 50 millions, ou de 3,3 %, si on exclut *Harrisdirect* et de 75 millions, ou de 5,0 %, si on fait également abstraction de la provision de 25 millions de dollars liée à un litige comptabilisée l'an dernier. L'affaiblissement du dollar américain a diminué la croissance des frais de 32 millions de dollars ou de 2,0 %. Les frais liés au rendement du groupe Services d'investissement ont augmenté, de même que les frais liés au revenu du groupe Gestion privée. Au Canada, les frais des services bancaires aux particuliers et aux entreprises ont augmenté, en raison de la hausse des frais liés au personnel, résultant de l'augmentation de la force de vente des services aux particuliers et aux entreprises, et de la hausse des frais de marketing. Les frais des nouvelles succursales et les coûts d'intégration des entreprises acquises ont accru les frais des Services bancaires région de Chicago. La hausse des dépenses liées à des initiatives, au Canada comme aux États-Unis, a augmenté les frais des services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Par rapport au premier trimestre, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 26 millions de dollars ou de 1,6 %. Les frais de marketing ont augmenté, de même que les frais liés aux investissements dans le réseau de distribution matériel des services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada. Les acquisitions, la hausse des frais de montage de prêts et de marketing ainsi que des initiatives dans la technologie des succursales ont accru les frais des Services bancaires région de Chicago. Les frais liés au revenu du groupe Gestion privée ont augmenté tandis que les frais du groupe Services d'investissement diminuaient légèrement malgré la hausse des frais liés au rendement.

Pour les six premiers mois de l'exercice, les frais autres que d'intérêts sont restés relativement stables à 3 116 millions de dollars, mais ils ont augmenté de 119 millions, ou de 4,0 %, si on exclut *Harrisdirect* et de 144 millions, ou de 4,9 %, si on fait également abstraction de la provision liée à un litige comptabilisée l'an dernier. L'affaiblissement du dollar américain a diminué la croissance des frais de 50 millions de dollars ou de 1,6 %. L'augmentation est attribuable principalement aux mêmes facteurs qui ont contribué à la hausse des frais du deuxième trimestre par rapport à l'an dernier.

Le ratio de productivité se chiffre à 62,7 % pour le deuxième trimestre de 2006, alors qu'il était de 65,0 % un an plus tôt. Le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 170 points de base à 62,3 %, mais l'amélioration est de 117 points de base si on exclut les résultats de *Harrisdirect* pour la période correspondante l'an dernier. Par rapport au premier trimestre, nos ratios de productivité et de productivité avant amortissement se sont détériorés de 123 points de base. Pour les six premiers mois de l'exercice, notre ratio de productivité s'est amélioré de 180 points de base comparativement à la même période l'an dernier, tandis que notre ratio de productivité avant amortissement s'améliorait de 125 points de base, l'écart entre les améliorations s'expliquant en grande partie par la vente de *Harrisdirect* et sa conséquence, soit la réduction de l'amortissement des actifs incorporels, une charge hors trésorerie.

Gestion des risques

Provisions pour créances irrécouvrables (PCI)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2006	T1-2006	T2-2005	Cumul 2006	Cumul 2005
Nouvelles provisions spécifiques	116	89	108	205	201
Reprises sur réserves établies précédemment	(15)	(17)	(47)	(32)	(81)
Recouvrement de prêts radiés précédemment	(35)	(20)	(15)	(55)	(31)
Provision spécifique pour créances irrécouvrables	66	52	46	118	89
Réduction de la réserve générale	-	-	(40)	-	(40)
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	66	52	6	118	49
PCI spécifique en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,14 %	0,12 %	0,11 %	0,13 %	0,11 %
PCI en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,14 %	0,12 %	0,01 %	0,13 %	0,06 %

Modifications du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD)

SBPAD au début de la période	745	804	1 089	804	1 119
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	173	78	138	251	227
Réduction des prêts et acceptations douteux	(56)	(66)	(68)	(122)	(115)
Radiations	(91)	(71)	(107)	(162)	(179)
SBPAD à la fin de la période	771	745	1 052	771	1 052
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	0,41 %	0,41 %	0,61 %	0,41 %	0,61 %
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des réserves pour créances irrécouvrables	4,57 %	4,47 %	6,77 %	4,57 %	6,77 %

La provision pour créances irrécouvrables s'établit à 66 millions de dollars pour le trimestre, alors qu'elle se chiffrait à 6 millions au deuxième trimestre de 2005 et à 52 millions au premier trimestre de 2006. Pour les six premiers mois de l'exercice, la provision s'établit à 118 millions de dollars, alors qu'elle était de 49 millions l'an dernier. Il n'y a pas eu de réduction de la réserve générale au deuxième trimestre de 2006, alors qu'elle avait été réduite de 40 millions de dollars il y a un an.

Même si les provisions spécifiques ont légèrement augmenté par rapport au premier trimestre et à l'an dernier, elles demeurent peu élevées, représentant un ratio annualisé de 14 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, y compris les titres pris en pension. Pour les six premiers mois de l'exercice, les provisions spécifiques représentent un ratio annualisé de 13 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, ce qui est légèrement supérieur au résultat de l'an dernier mais nettement au-dessous de la moyenne de 33 points de base des cinq derniers exercices. Le tableau ci-dessus présente la composition de la provision spécifique.

Tout en demeurant à un niveau historiquement bas, le solde brut des prêts et acceptations douteux a augmenté au cours du trimestre et s'établit à 771 millions de dollars, alors qu'il était de 745 millions au premier trimestre. Il a cependant diminué par rapport à l'an dernier, alors qu'il atteignait 1 052 millions de dollars. Les facteurs ayant contribué à ces changements sont indiqués dans le tableau ci-dessus. Le solde des nouveaux prêts douteux se chiffre à 173 millions de dollars, alors qu'il était de 78 millions au premier trimestre et de 138 millions l'an dernier. BMO continue à bénéficier de méthodes efficaces de réalisation de prêts, y compris les recouvrements et les ventes de prêts, qui ont partiellement compensé l'augmentation des nouveaux prêts douteux au deuxième trimestre. Au cours du trimestre, le total des ventes de prêts a atteint 39 millions de dollars et les reprises et recouvrements connexes, 18 millions, tandis que l'an dernier, les ventes de prêts se chiffraient à 31 millions et les reprises et recouvrements à 10 millions. Il n'y a pas eu de vente de prêt douteux au premier trimestre de l'exercice en cours.

La réserve totale pour créances irrécouvrables se chiffrait à 1 117 millions de dollars à la fin du deuxième trimestre et elle était constituée d'une réserve spécifique de 178 millions et d'une réserve générale de 939 millions. La réserve spécifique était en hausse de 8 millions de dollars comparativement au premier trimestre, mais en baisse de 76 millions par rapport à l'an dernier. La baisse par rapport à l'an dernier s'explique principalement par le recul des prêts douteux au cours de la même période. La réserve générale couvre toute perte de valeur dans le portefeuille de

prêts qui ne peut être associée à un crédit en particulier. Elle fait l'objet d'évaluations trimestrielles et elle a diminué de 6 millions de dollars par rapport au premier trimestre, en raison de l'affaiblissement du dollar américain. Nous considérons que la réserve totale pour créances irrécouvrables couvre entièrement les pertes de valeur à l'intérieur du portefeuille de prêts de BMO.

Le portefeuille de prêts de BMO demeure constitué en grande partie de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises, qui sont plus stables et qui, abstraction faite des titres pris en pension, empruntés ou achetés, représentaient 85,1 % du portefeuille de prêts à la fin du deuxième trimestre, une proportion relativement semblable à celles de l'an dernier et de la fin du premier trimestre.

Nous continuons à surveiller étroitement les secteurs de l'économie considérés comme étant les plus risqués actuellement, notamment le transport aérien, l'automobile et l'exploitation forestière, ainsi que les secteurs qui sont considérés comme particulièrement sensibles aux hausses des prix de l'énergie et à l'appréciation du dollar canadien. Les engagements de BMO dans ces secteurs demeurent à des niveaux tout à fait acceptables. Nous surveillons aussi les autres facteurs qui pourraient compromettre la qualité des créances dans les portefeuilles de prêts aux particuliers, aux entreprises et aux grandes entreprises, notamment l'incidence potentielle d'une hausse des taux d'intérêt. Nous nous attendons à ce que les conditions demeurent relativement stables à court terme, alors qu'une certaine faiblesse pourrait apparaître vers la fin de l'année ou au début de 2007. Ces prévisions s'appuient sur des hypothèses selon lesquelles les taux de défaillance des entreprises demeureront peu élevés, le solde des nouveaux prêts douteux se maintiendra à un niveau modéré et la conjoncture économique demeurera stable en Amérique du Nord. Nous continuons à prévoir des provisions spécifiques de 325 millions de dollars ou moins en 2006, alors que la cible que nous avons fixée au début de l'exercice pour 2006 était de 400 millions ou moins.

Le cadre de gestion de BMO à l'égard du risque de marché et du risque de liquidité et de financement ainsi que ses principales mesures à l'égard de ces risques sont exposés aux pages 70 à 73 de son Rapport annuel 2005. De façon générale, le risque de négociation et de prise ferme lié à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net est similaire à ce qu'il était au trimestre précédent. Le risque lié à la valeur de marché pour les placements du portefeuille structurel a diminué au premier trimestre de 2006 en raison de l'utilisation d'un modèle de volatilité des taux d'intérêt plus bas. La volatilité des taux d'intérêt est établie d'après des données historiques couvrant une période de 10 ans qui, à compter de l'exercice 2006, exclut la grande volatilité qui a marqué l'exercice 1995. Autrement, aucun changement important n'a été apporté aux niveaux du risque de liquidité et de financement et du risque structurel de marché depuis la fin de l'exercice 2005. Il n'y a pas eu de changement important au cadre de gestion du risque de marché et du risque de liquidité et de financement au cours du trimestre ou depuis la fin de l'exercice précédent.

Risques globaux liés à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net pour les activités de négociation et de prise ferme et pour les placements du portefeuille structurel (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Risque lié à la valeur de marché			Volatilité du revenu net sur 12 mois		
	30 avril 2006	31 janvier 2006	31 octobre 2005	30 avril 2006	31 janvier 2006	31 octobre 2005
	Activités de négociation et de prise ferme	(12,5)	(13,9)	(11,6)	(11,2)	(11,6)
Éléments du portefeuille structurel	(267,1)	(260,2)	(326,3)	(26,1)	(29,7)	(28,1)
Total	(279,6)	(274,1)	(337,9)	(37,3)	(41,3)	(37,2)

* Selon un niveau de confiance de 99 %.
Les pertes sont indiquées entre parenthèses.

Sommaire du risque total lié à la valeur de marché – Négociation et prise ferme (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2006				Au 31 janvier 2006 À la fin du trimestre	Au 31 octobre 2005 À la fin du trimestre
	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas		
VAR liée aux produits de base	(5,7)	(4,5)	(6,6)	(2,4)	(7,1)	(3,2)
VAR liée aux actions	(4,7)	(4,8)	(10,5)	(2,6)	(3,4)	(3,8)
VAR liée au change	(0,5)	(0,5)	(1,9)	(0,1)	(0,6)	(0,4)
VAR liée aux taux d'intérêt (marché)	(5,0)	(4,3)	(6,1)	(3,4)	(4,7)	(3,8)
Corrélation	6,7	6,4	8,9	5,0	7,2	5,5
VAR globale	(9,2)	(7,7)	(13,3)	(5,3)	(8,6)	(5,7)
VAR liée aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	(5,7)	(7,3)	(8,5)	(5,7)	(8,3)	(8,0)
Risque lié à l'émetteur	(4,3)	(4,8)	(8,3)	(3,6)	(4,6)	(4,1)
Risque total lié à la valeur de marché	(19,2)	(19,8)	(25,2)	(17,2)	(21,5)	(17,8)

* Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %.
Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

Sensibilité du revenu net et de la valeur du portefeuille structurel inscrits au bilan à l'évolution des taux d'intérêt

(en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Sensibilité de la valeur économique			Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir		
	30 avril 2006	31 janvier 2006	31 octobre 2005	30 avril 2006	31 janvier 2006	31 octobre 2005
Hausse de 100 points de base	(235,3)	(234,3)	(228,8)	20,4	24,0	25,1
Baisse de 100 points de base	200,3	188,7	191,9	(19,9)	(27,1)	(22,4)
Hausse de 200 points de base	(487,3)	(490,9)	(478,0)	33,9	42,2	44,1
Baisse de 200 points de base	351,7	327,5	347,3	(28,1)	(43,5)	(45,8)

* Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

Impôts sur les bénéfices

Comme nous l'expliquons dans la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR, BMO rajuste le revenu sur une base d'imposition comparable pour les fins du présent Rapport de gestion et effectue un rajustement compensatoire de la provision pour impôts sur les bénéfices. Ainsi, les provisions pour impôts sur les bénéfices et les taux connexes sont indiqués sur une base d'imposition comparable dans le présent Rapport de gestion.

La provision pour impôts sur les bénéfices s'établit à 203 millions de dollars, soit une baisse de 26 millions par rapport au deuxième trimestre de l'an dernier et de 63 millions comparativement au premier trimestre.

Les résultats de l'an dernier comprenaient un recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices précédents de 20 millions de dollars, ainsi qu'un revenu non imposable de 29 millions provenant de la restructuration des EDDV. Le taux d'imposition effectif s'établit à 23,5 % pour le trimestre, alors qu'il était de 29,0 % au premier trimestre et de 27,2 % (30,8 % si on exclut le recouvrement d'impôts de 20 millions de dollars et le revenu non imposable de 29 millions provenant de la restructuration des EDDV) au deuxième trimestre de l'an dernier.

Pour les six premiers mois de l'exercice, la provision pour impôts sur les bénéfices a diminué de 7 millions de dollars à 469 millions. Un recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices précédents de 52 millions de dollars a été comptabilisé au cours du premier semestre de 2005. Le taux d'imposition effectif pour les six premiers mois

de l'exercice en cours s'établit à 26,4 %, alors que pour la période comparable l'an dernier, il était de 27,9 % (31,5 % si on exclut le recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices précédents et le revenu non imposable provenant de la restructuration des EDDV). Nous continuons à estimer que le taux d'imposition effectif normal se situe dans une fourchette de 29 % à 31 %.

BMO couvre le risque de change découlant de ses investissements dans des établissements aux États-Unis en finançant ces investissements en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non matérialisé provenant de la conversion des investissements dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres. Aux fins de l'impôt sur les bénéfices, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou un crédit d'impôt sur les bénéfices durant la période en cours, qui vient réduire ou augmenter les capitaux propres, tandis que le gain ou la perte non matérialisé sur les investissements dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices avant la réalisation de ces investissements. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations des taux aux États-Unis d'une période à l'autre. Les opérations de couverture effectuées sur les investissements dans des établissements aux États-Unis ont entraîné une charge d'impôts sur les bénéfices de 58 millions de dollars pour le deuxième trimestre et de 174 millions pour le premier semestre, charge imputée aux capitaux propres. L'état consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres, qui fait partie des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, contient plus de détails à ce sujet.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives aux résultats

	T2 2006	T1 2006	T4 2005	T3 2005	T2 2005	T1 2005	T4 2004	T3 2004
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)								
Revenu total (bic)	2 503	2 512	2 650	2 441	2 428	2 439	2 279	2 393
Provision pour créances irrécouvrables – spécifique	66	52	57	73	46	43	37	(70)
Provision pour créances irrécouvrables – générale	-	-	-	-	(40)	-	(50)	(40)
Frais autres que d'intérêts	1 571	1 545	1 636	1 579	1 579	1 533	1 493	1 538
Revenu net	644	630	657	541	600	602	551	643
Résultat de base par action (en dollars)	1,27	1,24	1,30	1,07	1,19	1,18	1,08	1,27
Résultat dilué par action (en dollars)	1,24	1,22	1,27	1,05	1,16	1,16	1,06	1,24
Marge nette d'intérêts	1,45	1,54	1,54	1,61	1,56	1,61	1,77	1,82
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)	1,14	1,16	1,18	1,24	1,23	1,21	1,26	1,34
Ventilation du revenu net entre les groupes d'exploitation :								
Groupe PE – Canada	259	266	271	277	263	263	236	240
Groupe PE – Services bancaires région de Chicago	27	34	34	30	30	31	31	28
Groupe Particuliers et entreprises	286	300	305	307	293	294	267	268
Groupe Gestion privée	96	94	107	63	77	73	53	58
Groupe Services d'investissement	245	228	226	184	206	237	190	230
Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	17	8	19	(13)	24	(2)	41	87
Revenu net – BMO Groupe financier	644	630	657	541	600	602	551	643

Les tendances trimestrielles relatives au revenu net de BMO ont été analysées en détail aux pages 76 et 77 du Rapport annuel 2005. Le tableau ci-dessus présente un sommaire des résultats couvrant la période du troisième trimestre de 2004 au deuxième trimestre de 2006. De manière générale, les provisions trimestrielles pour créances irrécouvrables ont amorcé une tendance à la hausse, nuisant ainsi au rendement. En outre, les résultats trimestriels comprennent parfois des éléments significatifs qui influent sur le revenu net et sur l'analyse des tendances. L'incidence nette de ces éléments a considérablement accru le revenu net au troisième trimestre de 2004. Les éléments significatifs ont également eu des effets aux premier, deuxième et quatrième trimestres de 2005. La croissance du revenu net qu'a connue BMO pendant plusieurs trimestres consécutifs a été interrompue au quatrième trimestre de 2004, interruption qui s'est poursuivie en 2005, en raison principalement des tendances liées aux provisions et de l'incidence des éléments significatifs sur les résultats trimestriels. Les marges nettes d'intérêts ont généralement suivi une tendance à la baisse dans un contexte de concurrence sur les taux d'intérêt et de taux peu élevés. L'affaiblissement du dollar américain a freiné la croissance du revenu et des frais au cours des deux dernières années, mais il s'est répercuté plus modestement sur le revenu net, en partie à cause de notre pratique qui consiste à couvrir notre position de change.

La provision pour créances irrécouvrables de BMO a diminué en 2004, alors que nous traversons une étape particulièrement favorable du cycle de crédit. Le niveau des provisions a été particulièrement bas au troisième trimestre de 2004, lorsque nous avons comptabilisé des niveaux élevés de reprises sur les réserves précédemment établies et de recouvrements de prêts précédemment radiés. Ces reprises et recouvrements ont été un important facteur du revenu net élevé des Services d'entreprise au cours de ce trimestre.

Du point de vue de l'analyse des tendances, un élément significatif ayant influé sur nos résultats en 2006 a été la vente de *Harrisdirect*, au quatrième trimestre de 2005, qui a représenté une contribution de 50 à 60 millions de dollars aux revenus et aux frais trimestriels de BMO ainsi qu'une perte d'exploitation trimestrielle d'environ 5 millions.

Bilan

L'actif total s'élève à 312,4 milliards de dollars, soit une progression de 14,9 milliards depuis le 31 octobre 2005. Cette progression s'explique principalement par la croissance du solde net des prêts et acceptations (13,2 milliards), des valeurs mobilières (1,7 milliard) et des autres actifs (1,1 milliard), partiellement neutralisée par une diminution de l'encaisse de 1,1 milliard de dollars.

Le solde net des prêts et acceptations s'est accru de 13,2 milliards de dollars, en grande partie grâce à une augmentation de 4,8 milliards de dollars des titres pris en pension, empruntés ou achetés, favorisée par la demande des clients, à une augmentation de 4,0 milliards de dollars des prêts aux entreprises et aux administrations publiques, conformément à la stratégie de croissance de nos services aux entreprises, et à une augmentation de 3,6 milliards de dollars des prêts hypothécaires à l'habitation et des autres prêts, favorisée par la faiblesse des taux d'intérêt et la vigueur du marché de l'habitation.

La progression de 1,7 milliard de dollars des valeurs mobilières résulte en grande partie d'une hausse de 1,5 milliard des titres de négociation. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation des titres d'emprunt et de participation des grandes entreprises découlant des activités de négociation normales. L'excédent de la valeur comptable des titres de placement sur leur valeur de marché s'est accru de 43 millions de dollars depuis le 31 octobre 2005 et se chiffre à 46 millions, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des pertes non matérialisées liées aux placements à revenu fixe, dans un contexte de hausse des taux d'intérêt.

L'augmentation de 1,1 milliard de dollars des autres actifs est due principalement à des opérations sur titres en attente d'un règlement, tandis que la baisse de 1,1 milliard de dollars de l'encaisse s'explique principalement par les dépôts à d'autres banques portant intérêt à des taux moins élevés, résultat d'un contexte de taux d'intérêt peu favorable au réinvestissement.

Le passif et les capitaux propres ont augmenté de 14,9 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2005, en raison de l'augmentation des dépôts (0,7 milliard), des autres passifs (13,6 milliards) et des capitaux propres (0,6 milliard).

Les dépôts des banques, qui représentent 12 % du total des dépôts, ont diminué de 2,1 milliards de dollars, étant remplacés par des titres mis en pension, prêtés ou vendus. Les dépôts d'entreprises et d'administrations publiques, qui représentent 48 % du total des dépôts, ont augmenté de 1,8 milliard de dollars et ont servi à financer la croissance des prêts. Les dépôts des particuliers, qui représentent 40 % du total des dépôts, ont augmenté de 1,0 milliard de dollars et ont aussi servi à financer la croissance des prêts.

L'augmentation de 8,8 milliards de dollars des titres mis en pension, prêtés ou vendus, a servi à financer la croissance des titres de négociation et des titres pris en pension, empruntés ou achetés et à réduire les emprunts auprès des banques. L'augmentation de 2,5 milliards de dollars des autres passifs s'explique principalement par la hausse des soldes dus aux clients et aux courtiers résultant des opérations sur titres en attente de règlement, tandis que la variation de 1,5 milliard de dollars de la valeur des instruments financiers dérivés reflète la plus grande activité des clients ainsi que la volatilité des prix des produits de base.

Le tableau 8, à la page 81 du Rapport annuel 2005 de BMO, présente les obligations contractuelles selon leur échéance. Il n'y a eu aucun changement important aux obligations contractuelles en dehors du cours normal de nos activités.

Gestion du capital

Le ratio du capital de première catégorie de BMO s'établit à 10,17 %, alors qu'il était de 10,38 % à la fin du premier trimestre et de 10,25 % à la fin de 2005, mais il demeure nettement au-dessus de notre cible minimale, qui est de 8,0 %. Les baisses sont principalement attribuables aux augmentations de l'actif pondéré en fonction des risques, dues en grande partie à la croissance des prêts des groupes Particuliers et entreprises et Services d'investissement.

Le ratio du capital total s'établit à 11,72 %, alors qu'il était de 11,84 % à la fin du premier trimestre et de 11,76 % à la fin de l'exercice précédent. Encore une fois, les baisses sont principalement attribuables à la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques.

Le 24 mai, BMO a annoncé qu'elle portait la fourchette de son ratio de distribution cible entre 45 % et 55 % du revenu net afférent aux actions ordinaires, alors qu'elle était jusqu'à maintenant de 35 % à 45 %. Cette hausse reflète notre confiance en notre capacité soutenue à générer un revenu net et la solidité de notre assise financière. Notre rigueur en matière de gestion du capital nous permettra de poursuivre nos attrayantes stratégies de croissance et de suivre notre engagement de longue date à accroître la valeur pour les actionnaires. Conformément au nouveau ratio de distribution cible, BMO a également annoncé une augmentation de 17 %, ou de 0,09 \$, du dividende versé aux actionnaires ordinaires qui passera de 0,53 \$ à 0,62 \$ par action ordinaire au troisième trimestre, en hausse de 35 % par rapport au dividende de 0,46 \$ versé à la même période l'an dernier.

Au cours du trimestre, BMO a émis des titres secondaires d'une valeur de 700 millions de dollars dans le cadre de son programme canadien de billets à moyen terme. Ces billets à moyen terme de série D, première tranche, portent intérêt à un taux de 5,10 % et arriveront à échéance en avril 2021. Cette émission, qui s'est terminée le 21 avril, a permis d'augmenter le capital de deuxième catégorie de BMO. Le produit net de cette émission servira aux fins générales de l'organisation.

Le 14 mars 2006, la Banque de Montréal a racheté ses débentures de série 19, portant intérêt à un taux de 7,40 % et arrivant à échéance en 2011, d'une valeur de 125 millions de dollars. Ce rachat s'explique par le rendement élevé de ces débentures comparativement aux taux en vigueur sur le marché et a entraîné une baisse d'environ 8 points de base du ratio du capital total de BMO.

Le 29 mars 2006, la Banque de Montréal a annoncé son intention de racheter ses débentures de série 21, portant intérêt au taux de 8,15 % et arrivant à échéance en 2011, d'une valeur de 300 millions de dollars. L'achat a été effectué le 9 mai. L'annonce du rachat, qui s'explique par le rendement élevé de ces débentures comparativement aux taux en vigueur sur le marché, nous a obligés à exclure ces débentures du calcul de notre ratio de capital pour le deuxième trimestre et a diminué le ratio du capital total de BMO d'environ 20 points de base.

Au cours du trimestre, nous avons racheté 1 861 300 actions ordinaires de la Banque de Montréal dans le cadre de notre programme de rachat d'actions ordinaires, au prix moyen de 65,63 \$ l'action, pour une somme totale de 122 millions de dollars. Depuis le début de l'exercice, nous avons racheté 2 399 500 actions ordinaires au prix moyen de 64,45 \$ l'action, pour une somme totale de 154 millions de dollars. Nous avons racheté un total de 3 215 800 actions ordinaires en vertu d'une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, qui arrive à échéance le 5 septembre 2006 et qui nous autorise à racheter pour fins d'annulation un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires, soit environ 3 % des actions en circulation de BMO. Notre programme de rachat d'actions ordinaires vise principalement à compenser, à la longue, l'effet de dilution causé par l'exercice d'options d'achat d'actions, le Régime de réinvestissement des dividendes et la conversion d'actions convertibles.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 17 mai 2006	Nombre d'actions ou montant en dollars canadiens
Actions ordinaires	501 116 000
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 5	200 000 000 \$
Titres convertibles en actions ordinaires :	
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 4	200 000 000 \$
Série 6	250 000 000 \$
Série 10	396 000 000 \$
Options d'achat d'actions	
– droits acquis	21 249 000
– droits non acquis	3 746 000

Les notes 20 et 21 afférentes aux états financiers vérifiés, aux pages 118 et 119 du Rapport annuel 2005, ainsi que le tableau de la page 60 du Rapport de gestion inclus dans le Rapport annuel 2005, traitent en détail du capital-actions.

Cote de crédit

La cote de crédit de BMO, attribuée par Standard & Poor's (S&P) sur les créances prioritaires, demeure inchangée (AA-), avec une perspective stable. Cette cote, que BMO partage avec deux de ses concurrentes, est la meilleure des cotes attribuées aux six grandes banques canadiennes. Notre cote de crédit, attribuée par Moody's sur les créances prioritaires, demeure inchangée (Aa3), avec une perspective stable. Une seule des six grandes banques canadiennes a une cote supérieure à celle de BMO. Les deux cotes de crédit ne sont attribuées qu'à des émissions de premier ordre et de grande qualité.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous offrons un ensemble sélectionné de prêts hypothécaires et d'autres prêts à nos employés, aux taux que nous accordons normalement seulement à nos clients privilégiés.

Les contrats de prêt à taux réduit sont traités à la note 26 des états financiers consolidés vérifiés, à la page 128 du Rapport annuel 2005. Aucune somme n'a été avancée en vertu de ces contrats au cours de l'exercice 2006, à l'exception de prêts hypothécaires liés à des mutations effectuées à notre demande.

Éléments hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, BMO contracte un certain nombre d'engagements hors bilan. Les principaux éléments hors bilan que nous utilisons sont les instruments de crédit, les instruments dérivés et les EDDV, qui sont décrits à la page 61 du Rapport annuel 2005. Il n'y a pas eu de changement important à ces engagements hors bilan au cours des six mois terminés le 30 avril 2006.

Conventions comptables et estimations comptables critiques

Les notes afférentes aux états financiers consolidés vérifiés du 31 octobre 2005 de BMO contiennent un résumé de nos principales conventions comptables. Aucune modification n'a été apportée à nos principales conventions comptables au cours de l'exercice 2006.

Le Rapport annuel 2005 contient, aux pages 63 à 65, des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes parce qu'elles exigent de la direction qu'elle prenne des décisions cruciales sur des sujets qui sont parfois imprécis par leur nature même. Nous invitons le lecteur à se reporter au Rapport annuel afin de prendre connaissance de ces explications.

Modifications futures des conventions comptables

Instruments financiers, couvertures et résultat étendu

L'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié de nouvelles règles comptables concernant les instruments financiers, les couvertures et le résultat étendu, en vertu desquelles BMO devra comptabiliser tous ses titres de placement et ses instruments dérivés de couverture à leur juste valeur. Lorsque nous appliquerons ces nouvelles règles, le 1^{er} novembre 2006, nous réévaluerons, au besoin, nos titres et nos instruments financiers dérivés et nous présenterons une nouvelle section des capitaux propres appelée autres éléments du résultat étendu. L'incidence de la comptabilisation de ces actifs et de ces passifs à leur juste valeur sera constatée dans les capitaux propres d'ouverture et les résultats des périodes antérieures ne seront pas retraités. Nous ne pouvons déterminer l'incidence que ces règles auront sur nos états financiers consolidés, puisque cette incidence dépendra des justes valeurs au moment de l'adoption des règles en question.

Résultat par action

L'ICCA a publié de nouvelles règles en vertu desquelles BMO devra inclure la conversion potentielle, en actions ordinaires, de certaines de nos actions privilégiées et de certains titres de notre fiducie de capital dans le calcul du résultat dilué par action. La date d'entrée en vigueur de ces nouvelles règles n'a pas encore été fixée; nous prévoyons cependant les adopter au cours de l'exercice se terminant le 31 octobre 2006. Le résultat dilué par action des périodes antérieures sera retraité au moment de l'adoption. Selon la nouvelle norme, notre résultat dilué par action pour les exercices terminés le 31 octobre 2005, 2004 et 2003 serait réduit respectivement d'environ 0,07 \$, 0,09 \$ et 0,11 \$.

Rémunération à base d'actions

L'ICCA a publié un projet de règles concernant la rémunération à base d'actions, règles qui exigent que nous constatons la rémunération à base d'actions attribuée aux employés admissibles à la retraite à la date d'attribution. Actuellement, cette rémunération est constatée sur la période d'acquisition des droits. La date d'entrée en vigueur de ces règles n'a pas été fixée; nous prévoyons cependant les adopter au cours de l'exercice se terminant le 31 octobre 2006 et les appliquer rétroactivement. Nous ne croyons pas que ce changement aura une incidence annuelle importante. Cependant, comme la rémunération à base d'actions est la plupart du temps versée au cours du premier trimestre de chaque exercice, ce changement entraînera une hausse des frais de rémunération du premier trimestre de chaque exercice et une baisse des frais de rémunération pour le reste de l'exercice.

ANALYSE DES RÉSULTATS DES GROUPES D'EXPLOITATION

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et secteurs d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2006, ainsi qu'une description de certaines de leurs réalisations au cours du trimestre.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité et de certaines unités sous-jacentes soit confiée à d'autres groupes clients afin d'harmoniser la structure organisationnelle de BMO à ses priorités stratégiques. Toutes les données correspondantes sont alors reclassées pour tenir compte de ces transferts.

La note 10 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints explique comment les éléments de l'état des résultats requérant une répartition sont distribués entre les groupes d'exploitation, y compris la répartition de la provision pour créances irrécouvrables. Les écarts entre les provisions imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les provisions pour créances irrécouvrables pour la période, calculées conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le 2^e trimestre de 2006

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2006					Cumul 2006				
	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	Total BMO	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	Total BMO
Revenu net d'intérêts (bic)	887	138	174	(56)	1 143	1 798	276	381	(99)	2 356
Revenu autre que d'intérêts	437	349	552	22	1 360	847	675	1 088	49	2 659
Revenu total (bic)	1 324	487	726	(34)	2 503	2 645	951	1 469	(50)	5 015
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	86	-	20	(40)	66	172	1	40	(95)	118
Frais autres que d'intérêts	802	337	409	23	1 571	1 580	659	820	57	3 116
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	436	150	297	(17)	866	893	291	609	(12)	1 781
Impôts sur les bénéfices (bic)	150	54	52	(53)	203	307	101	136	(75)	469
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	19	19	-	-	-	38	38
Revenu net – T2-2006	286	96	245	17	644	586	190	473	25	1 274
Revenu net – T1-2006	300	94	228	8	630	-	-	-	-	-
Revenu net – T2-2005	293	77	206	24	600	587	150	443	22	1 202
Autres statistiques										
Profit économique net	134	67	125	(31)	295	277	131	229	(64)	573
Rendement des capitaux propres	19,1 %	34,1 %	21,9 %	n.s.	19,1 %	19,2 %	33,1 %	20,8 %	n.s.	18,8 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	19,6 %	34,5 %	21,9 %	n.s.	19,3 %	19,8 %	33,5 %	20,8 %	n.s.	19,0 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	60,6 %	69,2 %	56,3 %	n.s.	62,7 %	59,7 %	69,3 %	55,8 %	n.s.	62,1 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	59,9 %	68,8 %	56,2 %	n.s.	62,3 %	59,0 %	69,0 %	55,8 %	n.s.	61,7 %
Marge nette d'intérêts (bic)	2,68 %	8,82 %	0,43 %	n.s.	1,49 %	2,70 %	8,67 %	0,47 %	n.s.	1,53 %
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	6 007	1 148	4 482	2 040	13 677	6 005	1 148	4 481	1 893	13 527
Actif moyen (en milliards de dollars)	135,8	6,4	167,1	4,8	314,1	134,4	6,4	164,0	4,7	309,5
Effectif – équivalent de durée normale	19 145	4 155	2 114	8 929	34 343	-	-	-	-	-

n.s. - non significatif

GROUPE PARTICULIERS ET ENTREPRISES (GROUPE PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2006	Augmentation/ (Diminution) c. T2-2005		Augmentation/ (Diminution) c. T1-2006		Cumul 2006	Augmentation/ (Diminution) c. cumul 2005	
Revenu net d'intérêts (bic)	887	30	4 %	(24)	(3 %)	1 798	68	4 %
Revenu autre que d'intérêts	437	23	5 %	27	7 %	847	21	3 %
Revenu total (bic)	1 324	53	4 %	3	-	2 645	89	4 %
Provision pour créances irrécouvrables	86	10	14 %	-	-	172	22	15 %
Frais autres que d'intérêts	802	21	3 %	24	3 %	1 580	37	2 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires								
sans contrôle dans des filiales	436	22	5 %	(21)	(5 %)	893	30	3 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	150	29	22 %	(7)	(5 %)	307	31	10 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	286	(7)	(2 %)	(14)	(5 %)	586	(1)	-
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	8	(1)	(16 %)	-	-	16	(1)	(11 %)
Revenu net avant amortissement	294	(8)	(3 %)	(14)	(5 %)	602	(2)	-
Rendement des capitaux propres	19,1 %		(3,7 %)		(0,3 %)	19,2 %		(3,2 %)
Rendement des capitaux propres avant amortissement	19,6 %		(3,9 %)		(0,3 %)	19,8 %		(3,3 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	60,6 %		(0,8 %)		1,7 %	59,7 %		(0,6 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	59,9 %		(0,7 %)		1,7 %	59,0 %		(0,5 %)
Marge nette d'intérêts (bic)	2,68 %		(0,11 %)		(0,03 %)	2,70 %		(0,11 %)
Actif moyen	135 814	10 119	8 %	2 722	2 %	134 431	10 137	8 %

Analyse des résultats financiers

Le groupe Particuliers et entreprises (groupe PE) englobe nos deux unités d'exploitation de services aux particuliers et aux entreprises : le groupe PE – Canada et le groupe PE – Services bancaires région de Chicago. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-dessous.

Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises, qui s'est établi à 286 millions de dollars au deuxième trimestre de 2006, a reculé de 7 millions de dollars, ou de 2,4 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent, et de 14 millions de dollars, ou de 4,7 %, par rapport au premier trimestre. Pour le premier semestre de l'exercice, le revenu net s'est chiffré à 586 millions de dollars, en baisse de 1 million de dollars par rapport à l'an dernier. Le deuxième trimestre de 2005 avait profité d'un recouvrement de 20 millions de dollars au titre des impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs. Abstraction faite de l'incidence de ce recouvrement d'impôts, le revenu net du deuxième trimestre a progressé de 13 millions de dollars, ou de 4,7 %, par rapport à l'exercice précédent, et le revenu net du premier semestre a augmenté de 19 millions de dollars, ou de 3,4 %.

Le ratio de productivité du groupe Particuliers et entreprises pour le trimestre s'est amélioré de 82 points de base par rapport à l'exercice précédent, mais il a reculé de 175 points de base par rapport au premier trimestre, pour s'établir à 60,6 %. Ce recul est principalement imputable au fait que le trimestre comptait trois jours de moins que le précédent, de même qu'à l'accroissement des frais tant aux États-Unis qu'au Canada.

Groupe PE – Canada

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2006	Augmentation/ (Diminution) c. T2-2005		Augmentation/ (Diminution) c. T1-2006		Cumul 2006	Augmentation/ (Diminution) c. cumul 2005	
Revenu net d'intérêts (bic)	700	28	4 %	(26)	(3 %)	1 426	55	4 %
Revenu autre que d'intérêts	397	26	7 %	27	7 %	767	26	3 %
Revenu total (bic)	1 097	54	5 %	1	-	2 193	81	4 %
Provision pour créances irrécouvrables	79	11	16 %	1	-	157	22	16 %
Frais autres que d'intérêts	628	17	3 %	10	2 %	1 246	29	2 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires								
sans contrôle dans des filiales	390	26	7 %	(10)	(3 %)	790	30	4 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	131	30	27 %	(3)	(3 %)	265	31	12 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	259	(4)	(1%)	(7)	(3 %)	525	(1)	-
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	2	-	-	(1)	(11%)	5	-	-
Revenu net avant amortissement	261	(4)	(1%)	(8)	(3 %)	530	(1)	-
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	57,3 %		(1,2 %)		0,9 %	56,8 %		(0,8 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	57,1 %		(1,2 %)		0,9 %	56,7 %		(0,6 %)
Marge nette d'intérêts (bic)	2,52 %		(0,12 %)		(0,06 %)	2,55 %		(0,11 %)
Actif moyen	113 878	9 470	9 %	2 411	2 %	112 653	8 652	8 %

Analyse des résultats financiers

Le revenu net du groupe PE – Canada, qui s'établit à 259 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2006, a reculé de 4 millions de dollars, ou de 1,3 %, par rapport au deuxième trimestre de 2005. Le revenu du deuxième trimestre de 2005 avait bénéficié d'un recouvrement de 20 millions de dollars au titre des impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs. Abstraction faite de ce recouvrement, le revenu net du deuxième trimestre a progressé de 16 millions de dollars, ou de 6,9 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent sous l'effet d'une forte croissance des volumes, partiellement annulée par une réduction des marges nettes d'intérêts, une hausse des provisions pour créances irrécouvrables et une augmentation des frais. Malgré une forte croissance du revenu autre que d'intérêts et des volumes, le revenu net a reculé de 7 millions de dollars, ou de 2,5 %, par rapport au premier trimestre, en raison surtout du fait que le deuxième trimestre comportait trois jours civils de moins que le précédent, de la réduction de la marge nette d'intérêts et de l'augmentation des frais.

Pour le premier semestre de l'exercice, le revenu net s'est chiffré à 525 millions de dollars, en baisse de 1 million par rapport à la même période en 2005. Abstraction faite du recouvrement de 20 millions de dollars au titre des impôts à la même période, le revenu net a augmenté de 19 millions de dollars, ou de 3,9 %, sous l'effet d'une forte croissance des volumes, partiellement annulée par une réduction de la marge nette d'intérêts, une hausse des provisions pour créances irrécouvrables et une augmentation des frais.

Le revenu du trimestre a augmenté de 54 millions de dollars, ou de 5,1 %, par rapport au deuxième trimestre de 2005, et s'établit à 1 097 millions. Cette hausse s'explique par une forte croissance des volumes des produits destinés aux particuliers et aux entreprises, par une augmentation des revenus tirés des services de cartes et des produits d'assurance et par un accroissement des ventes de placements à terme et de fonds d'investissement, partiellement annulés par une baisse des revenus de titrisation. La baisse de la marge nette d'intérêts est due au fait que le total des prêts personnels s'est accru plus rapidement que le total des dépôts, à la forte compétitivité en matière de tarification dans le marché des prêts hypothécaires et au contexte des taux d'intérêt. La hausse des taux d'intérêt a donné lieu à une réduction des marges sur les prêts hypothécaires et les autres types de prêts à taux variable. De plus, le bas niveau absolu de tous les taux d'intérêt a contribué au rétrécissement des marges, facteur atténué par des mesures tarifaires prises à l'égard de certaines catégories de dépôts.

Le revenu est demeuré sensiblement le même par rapport au premier trimestre. La hausse des ventes de placements à terme et de fonds d'investissement, l'augmentation des revenus tirés des produits d'assurance et des services de cartes et l'accroissement des gains sur titres de placement ont été annulés par le fait que le deuxième trimestre comportait trois jours civils de moins que le précédent et par la baisse de la marge nette d'intérêts. Cette dernière s'explique par la forte compétitivité en matière de tarification dans le marché des prêts hypothécaires et par le fait que le total des prêts personnels s'est accru plus rapidement que le total des dépôts.

Pour le premier semestre de l'exercice, le revenu a augmenté de 81 millions de dollars, ou de 3,8 %, pour s'établir à 2 193 millions. Les facteurs qui ont contribué à cette hausse sont restés essentiellement les mêmes que ceux à l'origine de la hausse du trimestre sur 12 mois.

La provision pour créances irrécouvrables s'est établie à 79 millions de dollars, en hausse de 11 millions par rapport à l'exercice précédent, mais assez semblable à celle du premier trimestre. Pour le premier semestre de l'exercice, la provision pour créances irrécouvrables a atteint 157 millions de dollars, en hausse de 22 millions par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable à une augmentation des volumes des prêts et à l'obtention de meilleures données sur les prêts aux entreprises grâce à l'amélioration de la structure de gestion des risques découlant de notre initiative liée à l'Accord de Bâle. BMO a l'habitude d'imputer les provisions pour créances irrécouvrables, calculées au moyen de la méthode de la perte prévue, aux groupes clients pour chaque exercice en fonction de la part des créances irrécouvrables prévues revenant à chaque groupe au cours d'un cycle économique.

Pour le deuxième trimestre, les frais autres que d'intérêts se sont chiffrés à 628 millions de dollars, en hausse de 17 millions, ou de 2,9 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est imputable à une augmentation des coûts liés au personnel découlant du renforcement de nos équipes de vente de produits destinés aux particuliers et aux entreprises de même qu'à une augmentation des frais de marketing.

Par rapport au premier trimestre, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 10 millions de dollars, ou de 1,7 %, en raison de la hausse des frais de marketing et des investissements dans notre réseau de distribution, notamment le renforcement de nos équipes de vente, partiellement annulée par le fait que le deuxième trimestre comportait trois jours civils de moins que le précédent. Pour le premier semestre de l'exercice, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 29 millions de dollars, ou de 2,4 %, par rapport à la même période en 2005, en raison du renforcement des équipes de vente, de la hausse des frais de marketing et de diverses mesures. Les mesures en cours pour 2006 comprennent de nouveaux investissements dans notre réseau de distribution matériel, notamment le remplacement de notre réseau de guichets automatiques ainsi que le perfectionnement de la technologie à l'usage des représentants des ventes et du service à la clientèle afin d'augmenter la capacité et d'améliorer le service à la clientèle.

Au cours du trimestre, le ratio de productivité du groupe PE – Canada s'est amélioré de 122 points de base par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 57,3 %. Il s'agit d'un recul de 95 points de base par rapport au premier trimestre, dû principalement au fait que le deuxième trimestre comportait trois jours de moins que le précédent et à la hausse des frais liés au marketing et aux mesures. Pour le premier semestre de l'exercice, le ratio de productivité s'est amélioré de 75 points de base pour se fixer à 56,8 %, alors que le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 66 points de base pour s'établir à 56,7 %.

La Banque de Montréal détient une participation dans MasterCard Incorporated. Le 5 mai 2006, MasterCard a déposé un prospectus préliminaire en vue de réaliser un premier appel public à l'épargne (PAPE) aux États-Unis. Il est probable qu'une part des intérêts de la Banque de Montréal dans MasterCard sera rachetée dans le cadre de cette opération. Si l'opération est conclue aux conditions énoncées dans le prospectus préliminaire, le rachat de la participation de BMO pourrait se traduire par un gain après impôts d'environ 20 millions à 30 millions de dollars canadiens. Le montant du gain variera en fonction du prix des titres et des frais associés au PAPE, de la somme brute reçue par MasterCard, du nombre de parts effectivement rachetées et des taux de change.

Faits marquants et réalisations

Les priorités du groupe PE – Canada pour l'exercice 2006 sont décrites à la page 45 du Rapport annuel 2005 de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations du deuxième trimestre dans la poursuite de ces objectifs prioritaires figurent ci-dessous.

- Le solde moyen des prêts et acceptations a affiché une forte croissance, progressant de 10,9 milliards de dollars, ou de 10,5 %, par rapport au deuxième trimestre de 2005 et de 2,7 milliards de dollars, ou de 2,4 %, par rapport au premier trimestre, en tenant compte de l'effet des opérations de titrisation. Les dépôts des particuliers et des entreprises ont augmenté de 2,0 milliards de dollars, ou de 4,7 %, comparativement à la même période l'an dernier, et diminué de 0,5 milliard de dollars, ou de 1,2 %, comparativement au premier trimestre, en raison notamment de la saisonnalité.

- Les données les plus récentes (décembre 2005) indiquent que BMO se classe toujours au deuxième rang pour ce qui est de la part du marché canadien des prêts de 5 millions de dollars et moins aux entreprises. La part du marché des services bancaires aux entreprises a diminué de 6 points de base par rapport à l'exercice précédent, mais a augmenté de 14 points de base par rapport au trimestre précédent, et s'établit à 18,66 %. Le total des prêts et des acceptations aux entreprises s'est accru de 1,8 milliard de dollars, ou de 6,8 %, par rapport au deuxième trimestre de 2005, et le total des dépôts a progressé de 1,4 milliard de dollars, ou de 8,0 %. L'Association des banquiers canadiens (ABC) publie trimestriellement des statistiques sur les parts du marché des services bancaires aux entreprises, trois mois après la clôture du trimestre.
- Les données les plus récentes indiquent que notre part totale du marché canadien des services bancaires aux particuliers s'établit à 13,15 %, soit une hausse de 3 points de base par rapport au trimestre précédent et de 15 points de base par rapport à l'exercice précédent. La forte croissance des prêts hypothécaires et des fonds d'investissement a été le principal facteur à l'origine de cette hausse. Les statistiques sur les parts du marché des produits aux particuliers sont publiées par l'ABC mensuellement, 30 jours après la fin du mois.
- En 2006, nous avons entrepris de remplacer notre réseau de guichets automatiques, notamment pour mettre en place des éléments de sécurité accrue afin de protéger l'information des clients. À la fin du deuxième trimestre, nous avons remplacé plus de la moitié des guichets. Nous devrions donc être en mesure de remplacer tous les guichets du réseau d'ici la fin de l'année.
- Conformément à notre stratégie, nous avons simplifié notre gamme de produits afin de rendre nos produits de dépôt et nos programmes de services bancaires courants pour les particuliers aussi pratiques et faciles à comprendre que possible, et de cerner plus efficacement les besoins de nos clients. Depuis le 1er mai 2006, notre gamme comporte désormais trois types de comptes et quatre programmes, ce qui en réduit considérablement la complexité, tant pour nos clients que pour nos employés. Auparavant, il existait plus de 180 combinaisons possibles de comptes et de programmes.

Groupe PE – Services bancaires région de Chicago

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2006	Augmentation/ (Diminution) c. T2-2005		Augmentation/ (Diminution) c. T1-2006		Cumul 2006	Augmentation/ (Diminution) c. cumul 2005	
Revenu net d'intérêts (bic)	187	2	1 %	2	1 %	372	13	4 %
Revenu autre que d'intérêts	40	(3)	(7 %)	-	4 %	80	(5)	(6 %)
Revenu total (bic)	227	(1)	-	2	1 %	452	8	2 %
Provision pour créances irrécouvrables	7	(1)	-	(1)	-	15	-	4 %
Frais autres que d'intérêts	174	4	2 %	14	9 %	334	8	2 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires								
sans contrôle dans des filiales	46	(4)	(9 %)	(11)	(20 %)	103	-	-
Impôts sur les bénéfices (bic)	19	(1)	(3 %)	(4)	(19 %)	42	-	-
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	27	(3)	(12 %)	(7)	(21 %)	61	-	-
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	6	(1)	(11 %)	1	4 %	11	(1)	(3 %)
Revenu net avant amortissement	33	(4)	(12 %)	(6)	(19 %)	72	(1)	(1 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	76,6 %		1,9 %		5,5 %	73,9 %		0,4 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	73,4 %		2,2 %		5,6 %	70,6 %		0,6 %
Marge nette d'intérêts (bic)	3,45 %		(0,10 %)		0,05 %	3,42 %		(0,15 %)
Actif moyen	21 936	649	3 %	311	1 %	21 778	1 485	7 %
Groupe PE – Services bancaires région de Chicago – Points saillants								
(en millions de dollars américains)								
Revenu net d'intérêts (bic)	164	14	9 %	4	3 %	324	30	10 %
Revenu autre que d'intérêts	36	-	-	2	6 %	70	-	-
Revenu total (bic)	200	14	8 %	6	3 %	394	30	8 %
Frais autres que d'intérêts	153	15	11 %	15	11 %	291	24	9 %
Revenu net	24	(2)	(8 %)	(5)	(17 %)	53	3	6 %
Actif moyen	19 222	1 968	11 %	515	3 %	18 960	2 357	14 %

Analyse des résultats financiers

Le revenu net du groupe PE – Services bancaires région de Chicago s'est établi à 27 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2006, en baisse de 3 millions de dollars, ou de 12 %, par rapport au deuxième trimestre de 2005, et de 7 millions de dollars, ou de 21 %, par rapport au premier trimestre de 2006. Ces réductions s'expliquent par la hausse des coûts liés aux acquisitions, aux nouvelles succursales et aux améliorations apportées à notre plateforme technologique en succursale. Pour le premier semestre de l'exercice, le revenu net, qui se chiffre à 61 millions de dollars, n'a pas changé par rapport à l'an dernier, la croissance du revenu ayant neutralisé la hausse des frais.

Le revenu pour le trimestre s'est chiffré à 227 millions de dollars, en baisse de 1 million de dollars, ou de 0,4 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, mais il a progressé de 18 millions de dollars, ou de 7,7 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. La hausse du revenu découle de la croissance des prêts aux particuliers et aux entreprises, de l'amélioration de la marge sur les dépôts et de l'incidence de l'acquisition de la Villa Park Bank et des nouvelles succursales, ces facteurs ayant toutefois été partiellement neutralisés par l'effet du rétrécissement de la marge sur les prêts. La marge nette d'intérêts a diminué de 10 points de base, la croissance des actifs, principalement des prêts aux particuliers, ayant été plus rapide que celle des dépôts. La baisse s'explique également par les pressions de la concurrence sur la tarification des prêts et l'incidence de la baisse des taux d'investissement s'appliquant aux dépôts à long terme, facteurs qui ont été contrebalancés par des mesures tarifaires prises à l'égard de certaines catégories de dépôts. Les groupes d'exploitation de BMO ont dégagé une marge autant à l'égard des prêts que des dépôts; cependant, la marge nette d'intérêts représente le revenu net d'intérêts exprimé en pourcentage de l'actif. Comme la croissance des prêts du groupe PE – Services bancaires région de Chicago a surpassé celle des dépôts au fil du temps, cela a produit un effet négatif sur la marge nette d'intérêts.

Le revenu s'est accru de 2 millions de dollars, ou de 1,2 %, par rapport au premier trimestre, principalement en raison de la croissance des prêts, de l'amélioration de la marge sur les dépôts et de l'acquisition de la Villa Park Bank. La marge nette d'intérêts a augmenté de 5 points de base grâce à l'élargissement de la marge sur les dépôts, qui a été partiellement neutralisé par le rétrécissement de la marge sur les prêts causé par les pressions de la concurrence. Pour le premier semestre de l'exercice, le revenu s'est chiffré à 452 millions de dollars, en hausse de 8 millions de dollars, ou de 1,8 %, mais il a augmenté de 37 millions de dollars, ou de 8,2 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Cette hausse est attribuable à la forte croissance des prêts, à l'amélioration de la marge sur les dépôts, aux acquisitions et aux nouvelles succursales, facteurs qui ont été partiellement neutralisés par l'effet du rétrécissement de la marge sur les prêts.

Les frais autres que d'intérêts du deuxième trimestre se chiffrent à 174 millions de dollars, en hausse de 4 millions de dollars, ou de 2,1 %, par rapport à l'exercice précédent, et en hausse de 18 millions de dollars, ou de 10 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Les frais ont progressé de 14 millions de dollars, ou de 9,0 %, par rapport au premier trimestre. Pour le premier semestre de l'exercice, les frais autres que d'intérêts se sont élevés à 334 millions de dollars, en hausse de 8 millions de dollars, ou de 2,3 %, et de 29 millions de dollars, ou de 8,7 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Ces hausses sont principalement imputables aux acquisitions et aux coûts d'intégration connexes, aux nouvelles succursales, à l'augmentation des prêts octroyés et aux frais de marketing liés à Harris Connect, notre projet visant à améliorer notre plateforme technologique en succursale.

Le ratio de productivité du groupe PE – Services bancaires région de Chicago pour le trimestre s'est établi à 76,6 %, en baisse de 184 points de base par rapport à l'exercice précédent et de 548 points de base par rapport au premier trimestre, principalement en raison d'une hausse des frais. Pour le premier semestre de l'exercice, le ratio de productivité et le ratio de productivité avant amortissement ont reculé respectivement de 40 et de 61 points de base, pour s'établir à 73,9 % et à 70,6 % pour la même raison.

Le revenu net du groupe PE – Services bancaires région de Chicago représente 9,4 % du revenu net total du groupe Particuliers et entreprises au deuxième trimestre de 2006, comparativement à 10,6 % pour la période correspondante de l'exercice précédent et à 11,3 % au premier trimestre. Pour le premier semestre de l'exercice, le revenu du groupe PE – Services bancaires région de Chicago représente 10,4 % du revenu net du groupe, par rapport à 10,6 % à la période correspondante de 2005.

Les services bancaires aux entreprises offerts par BMO aux États-Unis visent principalement les moyennes entreprises. BMO gère ces comptes et inclut leurs résultats dans ceux du groupe Services d'investissement, en raison des possibilités accrues de vente croisée. Au sein du groupe de référence nord-américain de BMO, ces activités sont généralement intégrées aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le tableau ci-dessous indique, sur une base pro forma, l'incidence de l'intégration des services bancaires aux moyennes entreprises américaines au groupe PE – Services bancaires région de Chicago. Il fait état de l'inclusion, dans les résultats du groupe PE – Services bancaires région de Chicago, d'un revenu de 102 millions de dollars provenant des services aux moyennes entreprises et d'un revenu net de 31 millions de dollars pour le trimestre, ainsi que d'un revenu de 209 millions de dollars et d'un revenu net 62 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice.

Si les résultats des services bancaires aux moyennes entreprises aux États-Unis étaient inclus dans les résultats du groupe PE – Services bancaires région de Chicago, le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu pour le trimestre serait de 66,4 %, comparativement à 76,6 % dans les présents états financiers. Une fois les mêmes rajustements pris en compte, le revenu net tiré des activités aux États-Unis représenterait 18,0 % des résultats du groupe Particuliers et entreprises pour le trimestre, comparativement à 9,4 % dans les présents états financiers, et le revenu tiré des activités aux États-Unis représenterait 23,1 % du revenu du groupe pour le trimestre, comparativement à 17,2 % dans les présents états financiers.

Groupe PE – Services bancaires région de Chicago après rajustement pour inclure le marché des moyennes entreprises des États-Unis (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Augmentation/ (Diminution)		Augmentation/ (Diminution)		Augmentation/ (Diminution)	
	T2-2006	c. T2-2005	c. T1-2006	Cumul 2006	c. cumul 2005	
Revenu (bic)	329	(12) (3 %)	(3) (1 %)	661	(11) (2 %)	
Revenu net	58	(7) (13 %)	(7) (13 %)	123	(12) (9 %)	
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	66,4 %	3,0 %	3,9 %	64,4 %	3,1 %	

Faits marquants et réalisations

Les priorités du groupe PE – Services bancaires région de Chicago pour l'exercice 2006 sont décrites à la page 47 du Rapport annuel 2005 de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations du deuxième trimestre dans la poursuite de ces objectifs prioritaires figurent ci-dessous.

- Les prêts ont progressé de 2,4 milliards de dollars américains, ou de 16,0 %, par rapport à l'exercice précédent. Les prêts à la consommation ont progressé de 17,8 % dans un marché très concurrentiel, et les prêts aux petites entreprises ont augmenté de 11,9 %.
- Harris et la New Lenox State Bank (NLSB) ont achevé avec succès la conversion des systèmes, des données et des activités au modèle de gestion et à l'environnement de Harris. Cette conversion marque la fin de l'intégration de la NLSB à la nouvelle application et au nouveau réseau de caisse Harris Connect. À la suite de la mise en œuvre simultanée de ces projets de conversion, les clients de l'ancienne NLSB ont maintenant accès à toutes les succursales de Harris, de même qu'aux guichets automatiques, aux Services bancaires en ligne, au Centre Liaison Client et à tous les produits et services de Harris.
- Nous avons ouvert une nouvelle succursale pendant le trimestre, ce qui porte le réseau de services bancaires à la collectivité de Harris à 200 points de vente à Chicago et dans le nord-ouest de l'Indiana. Notre objectif est d'étendre notre réseau au-delà de la région de Chicago et du nord-ouest de l'Indiana vers d'autres États du Midwest et de doubler la taille de notre réseau afin que le nombre de nos succursales se situe entre 350 et 400 d'ici trois à cinq ans.
- Notre taux de recommandation net, une mesure de la fidélisation de la clientèle, a augmenté de 34 à 35 en 2005, tandis que notre indice de stabilité de la clientèle s'est maintenu à 42.

GROUPE GESTION PRIVÉE (GROUPE GP)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2006	Augmentation/ (Diminution) c. T2-2005		Augmentation/ (Diminution) c. T1-2006		Cumul 2006	Augmentation/ (Diminution) c. cumul 2005		
Revenu net d'intérêts (bic)	138	(5)	(4 %)	-	-	276	(7)	(2 %)	
Revenu autre que d'intérêts	349	(11)	(3 %)	23	7 %	675	(27)	(4 %)	
Revenu total (bic)	487	(16)	(3 %)	23	5 %	951	(34)	(4 %)	
Provision pour créances irrécouvrables	-	(1)	(39 %)	(1)	-	1	(1)	(39 %)	
Frais autres que d'intérêts	337	(45)	(12 %)	15	5 %	659	(91)	(12 %)	
Revenu avant impôts sur les bénéfices	150	30	24 %	9	6 %	291	58	25 %	
Impôts sur les bénéfices (bic)	54	11	22 %	7	12 %	101	18	21 %	
Revenu net	96	19	25 %	2	3 %	190	40	27 %	
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	2	(8)	(88 %)	1	n.s.	3	(17)	(88 %)	
Revenu net avant amortissement	98	11	11 %	3	3 %	193	23	13 %	
Rendement des capitaux propres	34,1 %		14,2 %		1,9 %	33,1 %		14,2 %	
Rendement des capitaux propres avant amortissement	34,5 %		12,0 %		1,9 %	33,5 %		12,0 %	
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	69,2 %		(6,6 %)		(0,2 %)	69,3 %		(6,8 %)	
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	68,8 %		(4,5 %)		(0,3 %)	69,0 %		(4,4 %)	
Marge nette d'intérêts (bic)	8,82 %		0,49 %		0,29 %	8,67 %		0,57 %	
Actif moyen	6 428	(640)	(9 %)	-	-	6 428	(627)	(9 %)	
Groupe GP – États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)									
Revenu total	58	(45)	(44 %)	(5)	(8 %)	121	(87)	(42 %)	
Frais autres que d'intérêts	57	(43)	(43 %)	(2)	(3 %)	116	(84)	(42 %)	
Revenu net	1	(1)	(50 %)	(3)	(75 %)	5	-	-	
Revenu net avant amortissement	2	(8)	(80 %)	(2)	(50 %)	6	(14)	(70 %)	
Actif moyen	2 102	(639)	(23 %)	(43)	(2 %)	2 124	(679)	(24 %)	

n.s. – non significatif

Analyse des résultats financiers

Le revenu net du deuxième trimestre a atteint 96 millions de dollars, soit 19 millions de dollars, ou 25 %, de plus qu'à l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable à la croissance des revenus d'exploitation dans tous les secteurs d'activité du groupe, après rajustement pour tenir compte de la vente de *Harrisdirect*. Comparativement au premier trimestre, le revenu net a progressé de 2 millions de dollars, ou de 2,5 %. Le revenu net du premier semestre s'est accru de 40 millions de dollars, ou de 27 %, par rapport à la période correspondante de 2005, pour atteindre 190 millions de dollars.

Le revenu s'est établi à 487 millions de dollars au deuxième trimestre, en baisse de 16 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, mais en hausse de 37 millions de dollars, ou de 8,1 %, abstraction faite des résultats d'exploitation de *Harrisdirect*, et de 43 millions de dollars, ou de 9,4 %, si l'on exclut également l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Cette progression marquée s'explique par la hausse des volumes d'opérations de placement en direct effectuées par les clients, ainsi que par la croissance des revenus de commissions et des revenus liés aux services tarifés dans le secteur des services de placement traditionnels. Les activités de fonds d'investissement ont continué d'enregistrer une progression des revenus grâce à la hausse des ventes nettes et du montant des actifs gérés. L'élargissement des marges sur les dépôts et la croissance modeste des soldes ont également contribué à la croissance du revenu. Les gains sur les titres de placement pendant le trimestre comprenaient un gain de 6 millions de dollars (4 millions après impôts) sur le rachat de capital d'amorçage dans nos activités de fonds d'investissement. Cet effet a toutefois été annulé par les frais supplémentaires de 8 millions de dollars (5 millions après impôts) liés aux fonds Harris Insight et engagés avant notre alliance avec The Phoenix Companies, Inc.

Comparativement au premier trimestre, le revenu a progressé de 23 millions de dollars, ou de 4,9 %, grâce surtout à la croissance des revenus de commissions et des revenus liés aux services tarifés dans le secteur des services de placement traditionnels, ainsi qu'à l'accroissement des volumes d'opérations des clients dans le secteur des services de placement en direct. Pour le premier semestre de l'exercice, le revenu a baissé de 34 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2005, mais il a augmenté de 74 millions de dollars, ou de 8,4 %, abstraction faite des résultats d'exploitation de *Harrisdirect*, et de 84 millions de dollars, ou de 9,6 %, abstraction faite également de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. La concentration des efforts du groupe sur les mesures productrices de revenu et l'amélioration de l'offre de produits, conjuguée à une conjoncture favorable, a entraîné une croissance des revenus d'exploitation dans tous les secteurs d'activité.

Les frais autres que d'intérêts, qui s'établissent à 337 millions de dollars au deuxième trimestre, ont diminué de 45 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, mais ils ont augmenté de 13 millions de dollars, ou de 3,9 %, abstraction faite de *Harrisdirect*, et de 18 millions de dollars, ou de 5,5 %, abstraction faite également de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Cette augmentation des frais est principalement imputable à la hausse des frais liés aux revenus. Notre ratio de productivité s'est amélioré de 665 points de base par rapport à l'exercice précédent, ou de 277 points de base, abstraction faite de *Harrisdirect*. Comparativement au premier trimestre, les frais ont augmenté de 15 millions de dollars, ou de 4,6 %, en raison de la hausse des frais liés aux revenus et de l'augmentation des investissements dans nos activités visant à assurer la croissance future du revenu. Pour le premier semestre de l'exercice, les frais ont baissé de 91 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2005, mais ils ont augmenté de 24 millions de dollars, en parallèle avec le revenu, abstraction faite des résultats d'exploitation de *Harrisdirect*, et de 32 millions de dollars, ou de 5,1 %, abstraction faite également de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Tous les montants indiqués dans le présent paragraphe portant sur les activités aux États-Unis sont en dollars américains. Nos activités américaines englobent les services de gestion privée, de gestion des placements et de fonds d'investissement. Abstraction faite de *Harrisdirect*, le revenu a diminué de 3 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison du remboursement de 7 millions de dollars d'une partie des frais d'administration liés aux fonds Harris Insight, partiellement neutralisé par une croissance modeste du revenu des activités de gestion privée. Abstraction faite de *Harrisdirect*, le revenu net a baissé de 3 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison des frais supplémentaires liés aux fonds Harris Insight et de l'accroissement des placements dans nos activités de gestion de placements.

Faits marquants et réalisations

Les priorités du groupe pour l'exercice 2006 sont décrites à la page 51 du Rapport annuel 2005 de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations dans la poursuite de ces objectifs prioritaires au deuxième trimestre figurent ci-dessous.

- L'actif sous gestion et sous administration du groupe, y compris les dépôts à terme, se chiffre à 273 milliards de dollars, soit un recul de 17 milliards de dollars, ou de 6,0 %, sur 12 mois. L'actif sous gestion a progressé de 16,1 % et l'actif sous administration a augmenté de 15,8 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et de la vente de *Harrisdirect* (comprenant le transfert final d'actifs effectué ce trimestre). Les produits de placement à terme sont restés à peu près inchangés.
- BMO Fonds d'investissement continue de surclasser le secteur des fonds d'investissement au titre du chiffre d'affaires net trimestriel, et la croissance de l'actif a dépassé la moyenne du secteur et des autres grandes banques canadiennes. Au cours des trois derniers exercices, l'actif de BMO Fonds d'investissement a progressé de plus de 85 %.
- Le Groupe de Fonds Guardian a lancé deux nouveaux fonds pendant le trimestre : le Fonds de croissance et revenu – petites capitalisations et le Fonds mondial diversifié.
- Pour la cinquième année de suite, BMO Ligne d'action arrive en tête du classement des firmes de courtage établi par *The Globe and Mail* en 2006. BMO Ligne d'action devrait être, selon le journal, le premier choix de tout investisseur, en particulier celui qui a besoin de peu de conseils, car il offre un accès en direct aux obligations et aux CPG, des fonds d'investissement sans commissions et des outils utiles pour se constituer un portefeuille REER.
- Harris Gestion de placements Inc. a annoncé l'approbation d'une alliance stratégique qui fait de The Phoenix Companies, Inc. le conseiller en placement, le distributeur et l'administrateur des fonds Harris Insight. BMO Harris Gestion de placements continue cependant de gérer la majorité des fonds Insight à titre de conseiller adjoint et agira également à ce titre pour plusieurs fonds Phoenix existants.

GROUPE SERVICES D'INVESTISSEMENT (GROUPE SI)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2006	Augmentation/ (Diminution) c. T2-2005		Augmentation/ (Diminution) c. T1-2006		Cumul 2006	Augmentation/ (Diminution) c. cumul 2005		
Revenu net d'intérêts (bic)	174	(98)	(36 %)	(33)	(16 %)	381	(167)	(30 %)	
Revenu autre que d'intérêts	552	144	36 %	16	3 %	1 088	248	30 %	
Revenu total (bic)	726	46	7 %	(17)	(2 %)	1 469	81	6 %	
Provision pour créances irrécouvrables	20	(5)	(21 %)	-	-	40	(10)	(20 %)	
Frais autres que d'intérêts	409	50	14 %	(2)	(1 %)	820	89	12 %	
Revenu avant impôts sur les bénéfices	297	1	1 %	(15)	(5 %)	609	2	1 %	
Impôts sur les bénéfices (bic)	52	(38)	(41 %)	(32)	(37 %)	136	(28)	(17 %)	
Revenu net	245	39	19 %	17	7 %	473	30	7 %	
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	-	(1)	n.s.	(1)	n.s.	1	-	-	
Revenu net avant amortissement	245	38	19 %	16	7 %	474	30	7 %	
Rendement des capitaux propres	21,9 %		1,0 %		2,2 %	20,8 %		(1,3%)	
Rendement des capitaux propres avant amortissement	21,9 %		1,0 %		2,2 %	20,8 %		(1,3%)	
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	56,3 %		3,4 %		1,0 %	55,8 %		3,1 %	
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	56,2 %		3,4 %		0,9 %	55,8 %		3,1 %	
Marge nette d'intérêts (bic)	0,43 %		(0,22 %)		(0,08 %)	0,47 %		(0,19 %)	
Actif moyen	167 056	(5 921)	(3 %)	5 956	4 %	164 029	(2 932)	(2 %)	
Groupe SI – États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)									
Revenu	297	31	12 %	(10)	(3 %)	604	66	12 %	
Frais autres que d'intérêts	153	25	20 %	(13)	(8 %)	319	85	36 %	
Revenu net	79	(3)	(4 %)	-	-	158	(16)	(9 %)	
Actif moyen	42 106	5 473	15 %	(1 348)	(3 %)	42 791	6 958	19 %	

n.s. – non significatif

Analyse des résultats financiers

Le revenu net se chiffre à 245 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2006, soit 39 millions de dollars, ou 19 %, de plus qu'au deuxième trimestre de 2005, et 17 millions de dollars, ou 7,3 %, de plus qu'au premier trimestre. Le revenu net du premier semestre s'établit à 473 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 30 millions de dollars, ou de 6,8 %. Le deuxième trimestre de 2005 avait profité de la comptabilisation d'un revenu de 44 millions de dollars (37 millions après impôts) lié à la restructuration des EDDV. Abstraction faite de cet élément, le revenu net au deuxième trimestre s'est accru de 76 millions de dollars, ou de 45 %, par rapport à l'exercice précédent, la hausse des frais n'ayant que partiellement neutralisé la croissance des revenus et le faible taux d'imposition effectif. Le revenu net du premier semestre a progressé de 67 millions de dollars, ou de 17 %, abstraction faite du revenu des EDDV.

Le revenu du deuxième trimestre de 2006 a progressé de 46 millions de dollars, ou de 6,8 %, par rapport à l'exercice précédent, mais il a augmenté de 90 millions de dollars, ou de 14 %, abstraction faite du revenu des EDDV comptabilisé l'an dernier, et de 117 millions de dollars, ou de 18 %, abstraction faite également de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. La répartition du revenu a changé par rapport à l'exercice précédent, la baisse du revenu net d'intérêts ayant été largement compensée par la hausse des revenus autres que d'intérêts en raison de l'augmentation des revenus de négociation sur les produits de base, les actions et les contrats de change. Les solides prises fermes de titres d'emprunt et de participation ont contribué à la croissance du revenu, alors que les honoraires tirés des activités de fusion et acquisition ont également progressé. Les gains nets sur titres de placement se sont chiffrés à 19 millions de dollars pour le trimestre, en hausse par rapport au niveau plutôt modeste de 10 millions de dollars au deuxième trimestre de 2005. La croissance des prêts aux grandes entreprises s'est maintenue, mais cette croissance a été complètement neutralisée par la réduction des marges attribuable à une vive concurrence. Les marges ont également diminué dans certains de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt. Il y a eu une diminution des recouvrements de prêts auparavant classés comme douteux et d'autres réductions des éléments ne faisant pas partie des actifs principaux.

Le revenu net d'intérêts tient compte des intérêts gagnés sur les actifs liés à la négociation et des coûts de mobilisation de fonds relatifs à ces actifs. L'écart entre ces deux montants représente notre revenu net d'intérêts tiré des activités de négociation. La plus grande part du revenu tiré des actifs liés à la négociation est composée de gains à la valeur de marché. Ces gains sont inclus dans le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation et ils sont sensiblement supérieurs au revenu net d'intérêts tiré des activités de négociation. Le revenu net d'intérêts tiré

des activités de négociation a été légèrement négatif ce trimestre, alors qu'il était positif au deuxième trimestre de l'exercice précédent et faible mais positif au premier trimestre, en raison surtout de la hausse des coûts de mobilisation de fonds. Les changements ont contribué aux réductions de la marge nette d'intérêts du groupe. Le total des revenus de négociation a été très solide au deuxième trimestre, affichant une hausse par rapport à l'exercice précédent, mais une baisse comparativement aux revenus de négociation records du premier trimestre.

Le revenu net d'intérêts du deuxième trimestre et du premier semestre a diminué par rapport aux périodes correspondantes de 2005, en raison d'une baisse du revenu net d'intérêts tiré des activités de négociation, de l'effet persistant du rétrécissement des marges dans les secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt, de l'élimination de certains éléments ne faisant pas partie des actifs principaux et du rétrécissement des marges sur les prêts aux entreprises imputable à la concurrence. Ces facteurs ont également contribué à une diminution de la marge nette d'intérêts. La marge nette d'intérêts du groupe s'est contractée de 9 points de base au deuxième trimestre de 2005 et pendant le premier semestre de 2005, en raison de l'inclusion de 21 milliards de dollars d'actifs des EDDV dans le bilan du groupe Services d'investissement. Abstraction faite de l'incidence des actifs des EDDV, la marge nette d'intérêts du groupe pour le trimestre est inférieure de 31 points de base à celle du deuxième trimestre de 2005, et celle du premier semestre est inférieure de 28 points de base à celle de la période correspondante de l'exercice précédent.

Le revenu a baissé de 17 millions de dollars, ou de 2,3 %, par rapport au premier trimestre, en raison des réductions des revenus de négociation, des honoraires tirés des activités de fusion et acquisition et des recouvrements de prêts auparavant classés comme douteux. Il y a eu une augmentation des commissions de prise ferme de titres d'emprunt et de participation et des commissions sur les titres.

Pour le premier semestre de l'exercice, le revenu a augmenté de 81 millions de dollars, ou de 5,9 %, mais il a progressé de 125 millions de dollars, ou de 9,4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, abstraction faite du revenu des EDDV, et de 171 millions de dollars, ou de 13 %, abstraction faite également de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Les revenus de négociation ont connu une forte hausse par rapport à 2005, en particulier les revenus de négociation de produits dérivés de produits de base, en raison de conditions de négociation favorables et d'un accroissement des activités des clients associées à la plus grande volatilité des coûts énergétiques. La nette augmentation des honoraires tirés des activités de fusion et acquisition et la croissance des revenus de commissions et de prises fermes de titres d'emprunt et de participation ont contribué à l'accroissement du revenu. La croissance pourtant solide des prêts aux grandes entreprises a été inférieure au rétrécissement des marges. Par ailleurs, les gains sur titres de placement ont diminué et d'autres réductions ont eu lieu dans les éléments ne faisant pas partie des actifs principaux, comme c'était prévu.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 409 millions de dollars au deuxième trimestre, soit une hausse de 50 millions de dollars, ou de 14 %, par rapport à l'exercice précédent, et une hausse de 61 millions de dollars, ou de 17 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Cette augmentation s'explique principalement par l'accroissement des coûts de la rémunération liée au rendement. Comparativement au premier trimestre, les frais ont diminué de 2 millions de dollars, ou de 1 %, en raison de la réduction des coûts des salaires et des avantages sociaux. Pour le premier semestre de l'exercice, les frais autres que d'intérêts se chiffrent à 820 millions de dollars, en hausse de 89 millions de dollars, ou de 12 %, par rapport à l'exercice précédent, et en hausse de 108 millions de dollars, ou de 15 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Cette augmentation est principalement attribuable à l'accroissement des coûts de la rémunération liée au rendement. La hausse des revenus en 2006 est concentrée dans les secteurs où les coûts variables sont relativement plus élevés.

Le ratio de productivité du groupe pour le trimestre a reculé de 342 points de base par rapport à l'exercice précédent et de 93 points de base par rapport au premier trimestre, et se chiffre à 56,3 %. Pour le premier semestre de l'exercice, le ratio de productivité du groupe a perdu 310 points de base, pour s'établir à 55,8 %.

Le revenu net provenant des activités aux États-Unis s'établit à 79 millions de dollars américains, soit une baisse de 3 millions de dollars américains comparativement à l'exercice précédent. Abstraction faite du revenu net de 23 millions de dollars américains comptabilisé dans les résultats des États-Unis lié à la restructuration des EDDV au cours du dernier exercice, le revenu net a progressé de 20 millions de dollars américains grâce à la croissance

des revenus de négociation, qui n'a été que partiellement neutralisée par la hausse des frais. Le revenu net provenant des activités aux États-Unis n'a pas changé par rapport au premier trimestre, la baisse des revenus de négociation de produits dérivés de base ayant annulé l'amélioration des revenus de commissions et la réduction des frais. Le revenu net provenant des activités aux États-Unis a représenté 36 % du revenu net du groupe au cours du trimestre, comparativement à 49 % il y a 12 mois et à 40 % au premier trimestre.

Nos services d'investissement aux États-Unis visent surtout les moyennes entreprises dont le chiffre d'affaires se situe entre 50 millions et 1 milliard de dollars américains. Pour le trimestre, le portefeuille des moyennes entreprises a produit 14 % du revenu total du groupe et 30 % du revenu réalisé aux États-Unis. Ces activités sont souvent incluses dans les résultats des services bancaires aux particuliers et aux entreprises par les banques de notre groupe de référence de l'Amérique du Nord. Des résultats pro forma intégrant les résultats de nos activités aux États-Unis dans le secteur des moyennes entreprises à ceux du groupe PE – Services bancaires région de Chicago sont présentés dans la section correspondante du Rapport de gestion.

Faits marquants et réalisations

Les priorités du groupe pour l'exercice 2006 sont décrites à la page 54 du Rapport annuel 2005 de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations du deuxième trimestre dans la poursuite de ces objectifs prioritaires figurent ci-dessous.

- Au cours du trimestre, BMO Nesbitt Burns a participé à 140 nouvelles émissions, qui ont permis de réunir un total de 36,3 milliards de dollars, dont 40 émissions de titres de créance d'entreprises, cinq émissions d'actions privilégiées, 77 émissions d'actions ordinaires et 18 émissions de titres de créance d'État.
- BMO Nesbitt Burns a été l'une des six sociétés, et la seule banque canadienne offrant des services d'investissement, invitées à agir à titre de chef de file pour un premier appel public à l'épargne de 10 milliards de dollars par la Bank of China, la deuxième institution financière en importance en Chine. BMO, qui prévoit ouvrir un bureau de services d'investissement à Beijing en juin, entend faire face à la concurrence pour décrocher d'autres mandats de prise ferme. Cette nomination témoigne de la reconnaissance dont jouit BMO en tant qu'organisation bien établie à l'échelle internationale et partenaire de choix des institutions chinoises.
- Les opérations de fusion et acquisition d'envergure annoncées au cours du trimestre comprennent l'acquisition par Penn West Energy Trust de Petrofund Energy Trust, pour la somme de 2 966 millions de dollars, et la vente de Vincor International à Constellation Brands, pour la somme de 1 279 millions de dollars.
- Harris Nesbitt a agi à titre de principal arrangeur et agent administratif dans la syndication d'une facilité de crédit renouvelable non garantie de 450 millions de dollars assortie d'une tranche multidevises de 100 millions de dollars au profit de Jones Lang LaSalle, chef de file mondial des services immobiliers et de gestion de fonds. La facilité a été portée de 325 millions à 450 millions de dollars et comprend une série d'engagements d'une grande souplesse.
- Harris Nesbitt a été le fournisseur exclusif d'une lettre de crédit à l'exportation d'une valeur de 180 millions de dollars, ainsi que de services-conseils et de services de recouvrement d'effets, pour le compte de Gold Kist Inc. Le service Affairesexpress Direct du Financement du commerce international a permis à Gold Kist d'automatiser ses processus et de faire face à la croissance de ses ventes à l'échelle internationale. La société a confié à Harris Nesbitt le traitement de ses documents et le règlement des paiements pour toutes ses ventes à l'étranger.
- Harris Nesbitt a agi à titre de conseiller auprès de JLG à l'occasion de la vente de sa gamme d'excavateurs hydrauliques télescopiques à Alamo Group, Inc.
- Sur le plan financier, le deuxième trimestre constitue, à ce jour, le meilleur trimestre de l'équipe Titrisation aux États-Unis. L'équipe a conclu dix opérations portant sur les conduits pendant le trimestre (ce qui lui a permis de recruter cinq nouveaux clients) et consenti deux prêts figurant au bilan et cinq opérations à terme, agissant à titre de cochef de file dans chacune de ces opérations.

- Les équipes Titrisation et Placements privés de Harris Nesbitt aux États-Unis ont agi à titre d'agent exclusif et mobilisé 80 millions de dollars de capitaux privés pour Flagship Credit Corporation. Flagship est une nouvelle société de financement de véhicules située à Chadds Ford, en Pennsylvanie, qui cible les clients non conventionnels.

SERVICES D'ENTREPRISE, Y COMPRIS TECHNOLOGIE ET SOLUTIONS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2006	Augmentation/ (Diminution) c. T2-2005		Augmentation/ (Diminution) c. T1-2006		Cumul 2006	Augmentation/ (Diminution) c. cumul 2005	
Revenu net d'intérêts (bic)	(56)	4	6 %	(13)	(33 %)	(99)	24	19 %
Revenu autre que d'intérêts	22	(12)	(35 %)	(5)	(18 %)	49	(12)	(20 %)
Revenu total (bic)	(34)	(8)	(31 %)	(18)	(+100 %)	(50)	12	17 %
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	(40)	56	58 %	15	26 %	(95)	58	38 %
Frais autres que d'intérêts	23	(34)	(60 %)	(11)	(36 %)	57	(31)	(35 %)
Revenu avant impôts et part des actionnaires								
sans contrôle dans des filiales	(17)	(30)	(+100 %)	(22)	(+100 %)	(12)	(15)	(+100 %)
Impôts sur les bénéfices (bic)	(53)	(28)	(+100 %)	(31)	(+100 %)	(75)	(28)	(57 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	5	35 %	-	-	38	10	35 %
Revenu net (perte nette)	17	(7)	(33%)	9	+100 %	25	3	6 %
Services d'entreprise – États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)								
Revenu	(13)	9	41 %	13	50 %	(39)	7	15 %
Provision pour créances irrécouvrables	(9)	27	75 %	9	50 %	(27)	32	54 %
Frais autres que d'intérêts	3	(28)	(90 %)	1	50 %	5	(36)	(88 %)
Impôts sur les bénéfices	(7)	10	59 %	5	42 %	(19)	21	53 %
Revenu net (perte nette)	(4)	-	-	(1)	(33 %)	(7)	(10)	(+100 %)
Actif moyen	4 505	(107)	(2 %)	16	-	4 497	(300)	(6 %)

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, les ressources humaines et la formation. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

Technologie et solutions

Le groupe Technologie et solutions assure à BMO Groupe financier des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, d'opérations immobilières, de services d'exploitation et d'impartition. Le groupe axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation et de permettre aux clients de vivre une excellente expérience.

Analyse des résultats financiers

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de Technologie et solutions sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de Technologie et solutions sont transférés aux groupes clients (groupe PE, groupe GP et groupe SI), et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de Technologie et solutions. Par conséquent, les résultats de la présente section reflètent en grande partie les résultats des Services d'entreprise.

Le revenu net s'est chiffré à 17 millions de dollars pour le deuxième trimestre, comparativement à 24 millions de dollars au deuxième trimestre de 2005. Les résultats ont progressé de 3 millions de dollars, abstraction faite de l'incidence nette de 10 millions de dollars de l'exercice précédent provenant d'une réduction de 40 millions de dollars (26 millions après impôts) de la réserve générale pour créances irrécouvrables et d'une provision de 25 millions de dollars (16 millions après impôts) liée à un litige. La hausse de 3 millions de dollars s'explique par

l'accroissement des avantages fiscaux et la réduction des frais, partiellement neutralisés par une baisse du recouvrement de créances irrécouvrables.

Le revenu net a augmenté de 9 millions de dollars par rapport au premier trimestre, en raison du faible taux d'imposition de BMO et de la réduction des frais. Pour le premier semestre de l'exercice, le revenu net s'est établi à 25 millions de dollars, en hausse de 3 millions de dollars, mais il s'est accru de 13 millions de dollars, abstraction faite des éléments significatifs d'une valeur de 10 millions de dollars qui ont fait augmenter les revenus nets en 2005. Cette augmentation est attribuable aux facteurs ayant contribué à la hausse du deuxième trimestre par rapport à l'exercice précédent, de même qu'à l'augmentation du revenu net d'intérêts.

Les écarts entre les provisions imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon notre méthode de la perte prévue, et les provisions pour créances irrécouvrables pour la période, calculées pour l'ensemble de l'organisation conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Faits marquants et réalisations

Technologie et solutions vise à améliorer la rentabilité en appliquant la technologie et les processus les plus efficaces et les plus efficaces au sein de BMO. Au deuxième trimestre de 2006, le groupe a permis la réalisation suivante :

- Les travaux de construction du centre de traitement informatique de Barrie progressent au rythme prévu en vue de son ouverture à l'été 2006. Les installations, qui comprendront un centre informatique de pointe et un immeuble de bureaux, amélioreront l'infrastructure de traitement déjà hautement efficace de BMO Groupe financier, en offrant des innovations technologiques dans deux installations séparées géographiquement et ayant des activités distinctes. Ainsi, BMO pourra s'adapter rapidement aux risques et aux occasions afin d'assurer la continuité de ses activités.

BANQUE DE MONTRÉAL
FAITS SAILLANTS

(non vérifiée) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trois mois terminés le					Pour les six mois terminés le				
	30 avril 2006	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 juillet 2005	30 avril 2005	Variation par rapport au 30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005	Variation par rapport au 30 avril 2005	
Points saillants de l'état des résultats										
Revenu total	2 473 \$	2 481 \$	2 620 \$	2 411 \$	2 397 \$	3,1 %	4 954 \$	4 808 \$	3,0 %	
Revenu total (bic) a)	2 503	2 512	2 650	2 441	2 428	3,0	5 015	4 867	3,0	
Provision pour créances irrécouvrables	66	52	57	73	6	(+100)	118	49	(+100)	
Frais autres que d'intérêts	1 571	1 545	1 636	1 579	1 579	(0,5)	3 116	3 112	0,1	
Revenu net	644	630	657	541	600	7,1	1 274	1 202	5,9	
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars)										
Résultat dilué par action	1,24 \$	1,22 \$	1,27 \$	1,05 \$	1,16 \$	0,08 \$	2,46 \$	2,32 \$	0,14 \$	
Résultat dilué par action, avant amortissement a)	1,25	1,24	1,31	1,08	1,21	0,04	2,49	2,40	0,09	
Dividende déclaré par action	0,53	0,49	0,49	0,46	0,46	0,07	1,02	0,90	0,12	
Valeur comptable d'une action	27,54	27,04	26,53	26,00	25,60	1,94	27,54	25,60	1,94	
Cours de clôture d'une action	64,67	68,30	57,81	61,10	56,65	8,02	64,67	56,65	8,02	
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	32,4	34,3	28,9	30,6	28,2	4,2	32,4	28,2	4,2	

	Au					Variation par rapport au	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 juillet 2005	30 avril 2005	30 avril 2005	30 avril 2005
Points saillants du bilan							
Actif	312 410 \$	305 765 \$	297 532 \$	290 389 \$	292 356 \$	6,9 %	
Solde net des prêts et acceptations	187 561	178 582	174 337	171 618	172 641	8,6	
Dépôts	194 488	193 259	193 793	188 750	191 045	1,8	
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	13 816	13 591	13 270	13 001	12 764	8,2	

	Pour les trois mois terminés le					Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 juillet 2005	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Principales mesures financières (% a) b)							
Rendement total moyen des capitaux propres, annualisé sur cinq ans	16,4	14,2	13,8	17,4	19,6	16,4	19,6
Croissance du résultat dilué par action	6,9	5,2	19,8	(15,3)	3,6	6,0	9,4
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement a)	3,3	4,2	19,1	(15,0)	3,4	3,8	9,1
Rendement des capitaux propres	19,1	18,5	19,8	16,5	19,5	18,8	19,5
Rendement des capitaux propres, avant amortissement a)	19,3	18,7	20,3	17,1	20,2	19,0	20,1
Croissance du profit économique net a)	(0,2)	(4,2)	31,8	(37,4)	(2,1)	(2,2)	8,5
Croissance du revenu	3,1	2,9	16,5	2,1	(0,4)	3,0	1,5
Croissance du revenu (bic) a)	3,0	3,0	16,3	2,0	(0,7)	3,0	1,1
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	63,5	62,3	62,4	65,5	65,9	62,9	64,7
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) a)	62,7	61,5	61,7	64,7	65,0	62,1	63,9
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu, avant amortissement (bic) a)	62,3	61,1	60,9	63,8	64,0	61,7	62,9
Provision (annualisée) pour créances irrécouvrables							
en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations	0,14	0,12	0,13	0,17	0,01	0,13	0,06
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la réserve pour créances irrécouvrables	4,57	4,47	4,91	5,92	6,77	4,57	6,77
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	25,1	26,7	26,2	26,8	27,6	25,1	27,6
Ratio du capital de première catégorie	10,17	10,38	10,25	9,39	9,38	10,17	9,38
Cote de crédit							
Standard & Poor's	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-
Moody's	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3
Autres ratios financiers (% sauf indication contraire) b)							
Rendement total des capitaux propres sur douze mois	17,7	27,5	3,7	13,8	12,6	17,7	12,6
Rendement des actions	3,28	2,87	3,39	3,01	3,25	3,15	3,18
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	13,5	14,5	12,5	13,8	12,3	13,5	12,3
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	2,35	2,53	2,18	2,35	2,21	2,35	2,21
Profit économique net (en millions de dollars) a)	295	278	321	212	296	573	587
Rendement de l'actif moyen	0,84	0,82	0,85	0,72	0,79	0,83	0,80
Marge nette d'intérêts	1,45	1,54	1,54	1,61	1,56	1,49	1,58
Marge nette d'intérêts (bic) a)	1,49	1,58	1,58	1,65	1,60	1,53	1,62
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	55,0	52,3	54,4	49,6	50,7	53,7	50,5
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total (bic) a)	54,3	51,7	53,8	49,0	50,1	53,0	49,9
Croissance des frais autres que d'intérêts	(0,5)	0,8	9,6	2,6	0,9	0,1	(0,4)
Ratio du capital total	11,72	11,84	11,76	11,08	11,30	11,72	11,30
Ratio du capital de première catégorie, selon les normes américaines	9,86	10,08	9,96	8,99	8,93	9,86	8,93
Ratio des capitaux propres à l'actif	4,6	4,6	4,7	4,7	4,6	4,6	4,6

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

a) Se reporter à la rubrique « Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion » de la section « Analyse des résultats financiers » du Rapport de gestion, pour une explication des résultats avant amortissement, des données présentées sur une base d'imposition comparable (bic) et du profit économique net. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs de ces analyses que les résultats et autres mesures rajustés selon une base autre que les principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard en vertu des PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

b) Résultats pour la période terminée à la date indiquée ou situation à cette date, selon le cas.

BANQUE DE MONTRÉAL
ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trois mois terminés le				Pour les six mois terminés le		
	30 avril 2006	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 juillet 2005	30 avril 2005	30 avril 2005	
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions							
Prêts	2 340 \$	2 242 \$	2 098 \$	1 989 \$	1 843 \$	4 582 \$	3 641 \$
Valeurs mobilières	473	509	457	484	461	982	889
Dépôts à d'autres banques	172	167	164	170	160	339	272
	2 985	2 918	2 719	2 643	2 464	5 903	4 802
Frais d'intérêts							
Dépôts	1 308	1 213	1 074	961	875	2 521	1 668
Dettes subordonnées	41	42	47	56	52	83	99
Actions privilégiées et titres d'une fiducie de capital	25	25	25	21	26	50	51
Autres passifs	498	456	379	391	330	954	605
	1 872	1 736	1 525	1 429	1 283	3 608	2 423
Revenu net d'intérêts	1 113	1 182	1 194	1 214	1 181	2 295	2 379
Provision pour créances irrécouvrables (note 3)	66	52	57	73	6	118	49
Revenu net d'intérêts après provision pour créances irrécouvrables	1 047	1 130	1 137	1 141	1 175	2 177	2 330
Revenu autre que d'intérêts							
Commissions et droits sur titres	292	252	272	255	299	544	565
Frais de service - Dépôts et ordres de paiement	179	180	187	188	180	359	359
Revenus de négociation	180	221	169	83	60	401	161
Commissions sur prêts	77	78	76	89	73	155	148
Frais de services de cartes	94	91	60	98	88	185	176
Gestion de placements et garde de titres	69	76	77	79	74	145	149
Revenus tirés de fonds d'investissement	126	115	116	113	106	241	208
Revenus de titrisation	4	20	34	26	33	24	53
Commissions de prise ferme et de consultation	113	98	101	92	77	211	164
Gains sur titres de placement	30	18	79	37	12	48	49
Revenus de change autres que de négociation	49	43	48	42	45	92	90
Revenus d'assurance	51	46	38	44	39	97	80
Autres	96	61	169	51	130	157	227
	1 360	1 299	1 426	1 197	1 216	2 659	2 429
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	2 407	2 429	2 563	2 338	2 391	4 836	4 759
Frais autres que d'intérêts							
Rémunération du personnel (note 6)	943	965	962	933	925	1 908	1 851
Bureaux et matériel	296	288	334	315	312	584	615
Amortissement des actifs incorporels	12	11	22	24	24	23	48
Déplacements et expansion des affaires	63	50	69	68	60	113	110
Communications	31	25	33	29	32	56	60
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	25	27	28	29	26	52	50
Honoraires	72	58	65	58	59	130	120
Autres	129	121	123	123	141	250	258
Total des frais autres que d'intérêts	1 571	1 545	1 636	1 579	1 579	3 116	3 112
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	836	884	927	759	812	1 720	1 647
Impôts sur les bénéfices	173	235	254	204	198	408	417
	663	649	673	555	614	1 312	1 230
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	19	16	14	14	38	28
Revenu net	644 \$	630 \$	657 \$	541 \$	600 \$	1 274 \$	1 202 \$
Dividendes sur actions privilégiées	8 \$	8 \$	8 \$	6 \$	8 \$	16 \$	16 \$
Revenu net afférent aux actions ordinaires	636 \$	622 \$	649 \$	535 \$	592 \$	1 258 \$	1 186 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	502 502	501 374	500 383	499 152	499 415	501 929	500 357
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	512 743	511 600	510 378	509 384	510 237	512 146	511 611
Résultats par action (en dollars canadiens)							
De base	1,27 \$	1,24 \$	1,30 \$	1,07 \$	1,19 \$	2,51 \$	2,37 \$
Dilué	1,24	1,22	1,27	1,05	1,16	2,46	2,32
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,53	0,49	0,49	0,46	0,46	1,02	0,90

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

BANQUE DE MONTRÉAL
BILAN CONSOLIDÉ

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	30 avril 2006	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 juillet 2005	30 avril 2005
Actif					
Encaisse	19 560 \$	19 933 \$	20 721 \$	20 402 \$	21 141 \$
Valeurs mobilières					
Titres de placement	13 075	12 032	12 936	14 175	15 698
Titres de négociation	45 850	49 644	44 309	43 146	43 717
Substituts de prêts	11	11	11	11	11
	58 936	61 687	57 256	57 332	59 426
Prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	63 055	62 652	60 871	59 737	57 703
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	28 873	28 206	27 929	27 241	26 714
Prêts sur cartes de crédit	4 874	4 709	4 648	4 717	4 557
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	52 121	48 289	47 803	48 181	47 716
Titres pris en pension, empruntés ou achetés	33 116	29 853	28 280	27 259	31 357
	182 039	173 709	169 531	167 135	168 047
Engagements de clients aux termes d'acceptations	6 639	5 988	5 934	5 683	5 814
Réserve pour créances irrécouvrables (note 3)	(1 117)	(1 115)	(1 128)	(1 200)	(1 220)
	187 561	178 582	174 337	171 618	172 641
Autres actifs					
Instruments financiers dérivés	31 523	30 664	31 517	26 174	23 031
Bureaux et matériel	1 841	1 818	1 847	1 863	1 875
Écarts d'acquisition	1 098	1 109	1 091	1 604	1 632
Actifs incorporels	172	186	196	426	462
Actifs divers	11 719	11 786	10 567	10 970	12 148
	46 353	45 563	45 218	41 037	39 148
Total de l'actif	312 410 \$	305 765 \$	297 532 \$	290 389 \$	292 356 \$
Passif et capitaux propres					
Dépôts					
Banques	23 394 \$	25 940 \$	25 473 \$	25 265 \$	23 536 \$
Entreprises et administrations publiques	94 234	90 783	92 437	87 462	89 698
Particuliers	76 860	76 536	75 883	76 023	77 811
	194 488	193 259	193 793	188 750	191 045
Autres passifs					
Instruments financiers dérivés	30 413	28 810	28 868	24 972	21 862
Acceptations	6 639	5 988	5 934	5 683	5 814
Titres vendus à découvert	15 653	14 161	16 142	14 703	13 674
Titres mis en pension, prêtés ou vendus	31 467	31 005	22 657	26 159	28 694
Passifs divers	14 713	14 299	12 203	11 826	12 887
	98 885	94 263	85 804	83 343	82 931
Dette subordonnée (note 7)	3 025	2 456	2 469	3 099	3 420
Actions privilégiées (note 8)	450	450	450	450	450
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Capitaux propres					
Capital-actions (note 8)	4 741	4 716	4 618	4 585	4 512
Surplus d'apport	26	23	20	18	15
Perte de change non matérialisée nette	(806)	(740)	(612)	(483)	(380)
Bénéfices non répartis	10 451	10 188	9 840	9 477	9 213
	14 412	14 187	13 866	13 597	13 360
Total du passif et des capitaux propres	312 410 \$	305 765 \$	297 532 \$	290 389 \$	292 356 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

BANQUE DE MONTRÉAL
ÉTAT CONSOLIDÉ DES MODIFICATIONS SURVENUES DANS LES CAPITAUX PROPRES

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Actions privilégiées				
Solde au début de la période	596 \$	596 \$	596 \$	596 \$
Solde à la fin de la période	596	596	596	596
Actions ordinaires				
Solde au début de la période	4 120	3 896	4 022	3 857
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	21	17	40	35
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	19	28	102	63
Actions émises en échange d'actions d'une filiale	-	-	-	2
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 8)	(15)	(25)	(19)	(41)
Solde à la fin de la période	4 145	3 916	4 145	3 916
Surplus d'apport				
Solde au début de la période	23	12	20	10
Frais liés aux options d'achat d'actions	3	3	6	5
Solde à la fin de la période	26	15	26	15
Perte de change non matérialisée nette				
Solde au début de la période	(740)	(432)	(612)	(497)
Gain (perte) non matérialisés provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(177)	137	(524)	317
Gain (perte) sur des opérations de couverture	169	(131)	504	(307)
Impôts sur les bénéfices	(58)	46	(174)	107
Solde à la fin de la période	(806)	(380)	(806)	(380)
Bénéfices non répartis				
Solde au début de la période	10 188	9 006	9 840	8 773
Incidence cumulative de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux entités à détenteurs de droits variables, déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables (note 2)	-	-	-	(42)
	10 188	9 006	9 840	8 731
Revenu net	644	600	1 274	1 202
Dividendes – Actions privilégiées	(8)	(8)	(16)	(16)
– Actions ordinaires	(266)	(230)	(512)	(450)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 8)	(107)	(155)	(135)	(254)
Solde à la fin de la période	10 451	9 213	10 451	9 213
Total des capitaux propres	14 412 \$	13 360 \$	14 412 \$	13 360 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

BANQUE DE MONTRÉAL
ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net	644 \$	600 \$	1 274 \$	1 202 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation				
Dévaluation des titres de placement	-	-	8	7
Gain net sur titres de placement	(30)	(12)	(56)	(56)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	3 474	(5 390)	(2 518)	(7 663)
Provision pour créances irrécouvrables	66	6	118	49
Perte (gain) à la vente des prêts titrisés (note 4)	2	(23)	(12)	(42)
Variation des instruments financiers dérivés				
(Augmentation) diminution des actifs dérivés	(1 670)	(563)	(699)	2 093
Augmentation (diminution) des passifs dérivés	2 445	259	2 303	(1 837)
Amortissement des bureaux et du matériel	89	90	177	185
Amortissement des actifs incorporels	12	24	23	48
(Économie) charge d'impôts futurs	(34)	(11)	8	40
Diminution nette des impôts sur les bénéfices exigibles	(137)	(65)	(235)	(344)
Variation des intérêts courus				
Augmentation des intérêts à recevoir	(32)	(113)	(38)	(151)
Augmentation (diminution) des intérêts à payer	74	89	(10)	84
Variation nette des autres éléments et charges à payer	806	1 812	1 463	39
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	5 709	(3 297)	1 806	(6 346)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation nette des dépôts	2 481	7 386	4 482	12 273
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	1 515	1 868	(436)	3 180
Augmentation nette des titres mis en pension, prêtés ou vendus	758	5 047	9 626	6 846
Augmentation nette du passif des filiales	395	734	723	497
Remboursement de la dette subordonnée (note 7)	(125)	-	(125)	-
Produit de l'émission de la dette subordonnée (note 7)	700	500	700	1 000
Produit de l'émission d'actions ordinaires	40	45	142	98
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 8)	(122)	(180)	(154)	(295)
Dividendes versés	(274)	(238)	(528)	(466)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités de financement	5 368	15 162	14 430	23 133
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(31)	(1 299)	891	(2 673)
Achat de titres de placement	(4 203)	(4 011)	(6 375)	(8 322)
Échéances de titres de placement	1 472	1 742	3 369	3 860
Produit de la vente de titres de placement	1 530	1 909	2 392	4 377
Augmentation nette des prêts, des engagements de clients aux termes d'acceptations et des substituts de prêts	(7 776)	(5 121)	(12 040)	(7 329)
Produit de la titrisation de prêts (note 4)	1 279	695	1 775	1 438
Augmentation nette des titres pris en pension, empruntés ou achetés	(3 457)	(6 649)	(5 467)	(8 278)
Produit de la vente de terrains et d'immeubles	-	148	-	148
Bureaux et matériel – achats nets	(122)	(90)	(198)	(139)
Acquisitions (note 5)	(1)	-	(76)	(194)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(11 309)	(12 676)	(15 729)	(17 112)
Incidence des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(75)	125	(169)	208
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(307)	(686)	338	(117)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	3 057	3 175	2 412	2 606
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	2 750 \$	2 489 \$	2 750 \$	2 489 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres de la période précédente ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la présente période.

BANQUE DE MONTRÉAL
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les six mois terminés le 30 avril 2006
(non vérifié)

1. Normes de présentation

Les présents états financiers consolidés doivent être lus en se reportant aux notes afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2005, telles qu'elles figurent aux pages 96 à 133 de notre Rapport annuel 2005. Les présents états financiers consolidés ont été dressés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, selon les conventions comptables et méthodes de calcul utilisées pour nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2005.

2. Modifications des conventions comptables

Entités à détenteurs de droits variables

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). En conséquence, nous avons procédé à la consolidation de nos entités de titrisation des clients au 1^{er} novembre 2004. L'incidence sur notre bilan consolidé du 1^{er} novembre 2004 a été une augmentation des actifs divers de 21 160 millions de dollars, une diminution des actifs dérivés de 67 millions, une augmentation des passifs divers de 21 150 millions, une diminution des passifs dérivés de 15 millions et une diminution du solde d'ouverture des bénéfices non répartis de 42 millions de dollars.

L'incidence sur le solde d'ouverture des bénéfices non répartis découle du fait que les swaps de taux d'intérêt détenus par nos EDDV pour couvrir leur risque de taux d'intérêt ne satisfaisaient pas aux conditions de la comptabilité de couverture avant la consolidation. Puisque les nouvelles règles nous obligeaient à inscrire les résultats des EDDV consolidées comme si celles-ci avaient toujours été consolidées, sans retraiter les données des périodes antérieures, le montant des pertes liées à la valeur de marché antérieures au 1^{er} novembre 2004 a été constaté dans le solde d'ouverture de nos bénéfices non répartis. Ces instruments dérivés satisfaisaient aux conditions de la comptabilité de couverture à partir du moment où les EDDV ont été consolidées.

Le 29 avril 2005, nous avons complété la restructuration de nos entités de titrisation des clients et, par conséquent, ces entités ne répondaient plus aux critères de consolidation. L'incidence de la déconsolidation de ces entités sur notre état consolidé des résultats le 29 avril 2005 a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste autres, de 44 millions de dollars, une augmentation des impôts sur les bénéfices de 7 millions et une augmentation du revenu net de 37 millions, représentant la contrepassation des pertes sur swaps non amorties liées à la valeur de marché, qui avaient été imputées aux bénéfices non répartis.

Nos intérêts dans ces EDDV et dans d'autres EDDV sont présentés sommairement à la note 8 afférente à nos états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005, aux pages 105 et 106 de notre Rapport annuel 2005.

3. Réserve pour créances irrécouvrables

La réserve pour créances irrécouvrables inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur les créances irrécouvrables liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs divers inscrits à notre bilan consolidé.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre réserve pour créances irrécouvrables :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le						Pour les six mois terminés le					
	Réserve spécifique		Réserve générale		Total		Réserve spécifique		Réserve générale		Total	
	30 avril 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Solde au début de la période	170 \$	297 \$	945 \$	1 017 \$	1 115 \$	1 314 \$	169 \$	298 \$	959 \$	1 010 \$	1 128 \$	1 308 \$
Provision pour créances irrécouvrables	66	46	-	(40)	66	6	118	89	-	(40)	118	49
Recouvrements	35	15	-	-	35	15	55	31	-	-	55	31
Radiations	(91)	(107)	-	-	(91)	(107)	(162)	(179)	-	-	(162)	(179)
Écarts de change et autres	(2)	3	(6)	6	(8)	9	(2)	15	(20)	13	(22)	28
Solde à la fin de la période	178 \$	254 \$	939 \$	983 \$	1 117 \$	1 237 \$	178 \$	254 \$	939 \$	983 \$	1 117 \$	1 237 \$
Comprend :												
Prêts	178 \$	237 \$	939 \$	983 \$	1 117 \$	1 220 \$	178 \$	237 \$	939 \$	983 \$	1 117 \$	1 220 \$
Autres instruments de crédit	-	17	-	-	-	17	-	17	-	-	-	17

4. Titrisation

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2006, nous avons titrisé des prêts hypothécaires à l'habitation d'une valeur totale de 1 304 millions de dollars pour un produit en espèces total de 1 279 millions (respectivement 1 804 millions et 1 775 millions pour les six mois terminés le 30 avril 2006). Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé de ces opérations de titrisation étaient une durée moyenne de 4,2 années, un taux de remboursement anticipé de 8,00 %, un taux d'intérêt de 4,64 % et un taux d'actualisation de 4,26 % (respectivement 4,4 années, 9,72 %, 4,74 % et 4,10 % pour les six mois terminés le 30 avril 2006). Aucune créance irrécouvrable n'a été prévue puisque les prêts hypothécaires sont garantis par des tiers. Nous avons conservé la responsabilité de la gestion de ces prêts. Nous avons comptabilisé des pertes de 11 millions de dollars dans le revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de titrisation, un prix d'achat différé de 36 millions de dollars dans les actifs divers et une obligation de gestion de 10 millions de dollars dans les passifs divers relativement à la titrisation de ces prêts (respectivement 10 millions, 50 millions et 13 millions de dollars pour les six mois terminés le 30 avril 2006).

De plus, les gains à la vente de prêts vendus aux entités de titrisation à rechargement ont été de 9 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2006 (des gains de 22 millions pour les six mois terminés le 30 avril 2006).

5. Acquisition

Villa Park Trust and Savings Bank

Le 1^{er} décembre 2005, nous avons conclu l'acquisition de la Villa Park Trust and Savings Bank (Villa Park), une banque locale de Chicago, pour une somme totale en espèces de 76 millions de dollars. Les résultats d'exploitation de Villa Park ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. Cette acquisition nous donne la possibilité d'étendre nos services bancaires dans la région de Chicago (Illinois). Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Villa Park fait partie de l'unité d'exploitation Services bancaires région de Chicago de notre groupe Particuliers et entreprises.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)	Villa Park
Encaisse	16 \$
Valeurs mobilières	54
Prêts	247
Bureaux et matériel	4
Écart d'acquisition	44
Actif incorporel (dépôts de base)	7
Actifs divers	4
Total de l'actif	376
Dépôts	296
Passifs divers	4
Total du passif	300
Prix d'achat	76 \$

La répartition du prix d'achat est susceptible d'être établie de façon plus précise au terme de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2005, nous avons acquis Mercantile Bancorp, Inc., une banque locale, pour une somme totale en espèces de 194 millions de dollars.

6. Rémunération du personnel

Options d'achat d'actions

Au cours des six mois terminés le 30 avril 2006, nous avons attribué 1 379 100 options d'achat d'actions. La moyenne pondérée de la juste valeur de ces options était de 10,18 \$ l'option et elle a été déterminée au moyen d'un modèle trinomial d'évaluation d'options, en nous fondant sur les moyennes pondérées suivantes des hypothèses retenues :

Pour les options attribuées au cours des six mois terminés le 30 avril 2006

Rendement prévu des actions	3,1 %
Volatilité prévue du cours des actions	20,2 %
Taux de rendement sans risque	4,0 %
Période prévue jusqu'à l'exercice des options	7,2 ans

Modification future des conventions comptables

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2006, l'ICCA a publié pour commentaires un projet de règles concernant la rémunération à base d'actions. Selon les règles proposées, le coût de la rémunération à base d'actions attribuée à des employés qui sont admissibles à la retraite devrait être constaté à titre de charge à la date d'attribution. Le coût de la rémunération à base d'actions attribuée à des employés qui seront admissibles à la retraite au cours de la période d'acquisition des droits devrait être constaté à titre de charge sur la période allant de la date d'attribution jusqu'à la date à laquelle l'employé devient admissible à la retraite. Actuellement, ces sommes sont constatées sur la période d'acquisition des droits. La date d'entrée en vigueur de ces nouvelles règles n'a pas été fixée; nous prévoyons cependant les adopter au cours de l'exercice se terminant le 31 octobre 2006 et les appliquer rétroactivement. Nous ne croyons pas que cette modification aura une incidence importante sur notre état consolidé des résultats pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2006.

BANQUE DE MONTRÉAL
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les six mois terminés le 30 avril 2006
(non vérifié)

6. Rémunération du personnel (suite)

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau ci-dessous résume les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs que nous avons comptabilisées :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Pour les trois mois terminés le		Pour les trois mois terminés le	
	30 avril 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Prestations constituées par les employés	35 \$	31 \$	5 \$	4 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	52	50	11	11
Perte actuarielle constatée dans la charge	21	17	3	3
Amortissement du coût des modifications aux régimes	2	1	-	(2)
Rendement prévu des actifs des régimes	(64)	(57)	(1)	(1)
Charge liée aux prestations constituées	46	42	18	15
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	15	14	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	3	3	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	64 \$	59 \$	18 \$	15 \$

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Pour les six mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Prestations constituées par les employés	69 \$	62 \$	10 \$	8 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	104	101	22	22
Perte actuarielle constatée dans la charge	42	33	7	6
Amortissement du coût des modifications aux régimes	3	2	(2)	(3)
Rendement prévu des actifs des régimes	(126)	(114)	(2)	(2)
Charge liée aux prestations constituées	92	84	35	31
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	28	26	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	6	6	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	126 \$	116 \$	35 \$	31 \$

7. Dette subordonnée

Le 14 mars 2006, nous avons racheté toutes nos débetures de série 19, portant intérêt à un taux de 7,40 % et arrivant à échéance en 2011, d'une valeur totale de 125 millions de dollars. Ces débetures ont été rachetées à un prix de rachat correspondant à 100 % du montant du capital plus l'intérêt couru impayé à la date du rachat.

Le 21 avril 2006, nous avons émis des titres subordonnés d'une valeur de 700 millions de dollars dans le cadre de notre programme canadien de billets à moyen terme. Ces billets à moyen terme de série D, première tranche, arriveront à échéance en avril 2021. Ces billets portent intérêt au taux fixe de 5,10 % (intérêts versés semestriellement) jusqu'au 21 avril 2016 et, par la suite, à un taux variable égal au taux des acceptations bancaires de trois mois majoré de 1,00 % (intérêts versés trimestriellement) jusqu'à l'échéance.

Le 9 mai 2006, nous avons racheté toutes nos débetures de série 21, portant intérêt à un taux de 8,15 % et arrivant à échéance en 2011, d'une valeur totale de 300 millions de dollars. Ces débetures ont été rachetées à un prix de rachat correspondant à 100 % du montant du capital plus l'intérêt couru impayé à la date du rachat.

8. Capital-actions

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2006, nous avons racheté 1 861 300 actions ordinaires au prix moyen de 65,63 \$ l'action, pour une somme totale de 122 millions de dollars. Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2005, nous avons racheté 3 252 800 actions ordinaires au prix moyen de 55,48 \$ l'action, pour une somme totale de 180 millions de dollars. Au cours des six mois terminés le 30 avril 2006, nous avons racheté 2 399 500 actions ordinaires au prix moyen de 64,45 \$ l'action, pour une somme totale de 154 millions de dollars. Au cours des six mois terminés le 30 avril 2005, nous avons racheté 5 299 300 actions ordinaires au prix moyen de 55,74 \$ l'action, pour une somme totale de 295 millions de dollars.

Nous avons racheté un total de 3 215 800 actions ordinaires en vertu de l'offre publique de rachat, présentée dans le cours normal de nos activités, qui est actuellement en vigueur et qui arrive à échéance le 5 septembre 2006. En vertu de cette offre, nous sommes autorisés à racheter un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires.

BANQUE DE MONTRÉAL
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les six mois terminés le 30 avril 2006
 (non vérifié)

8. Capital-actions (suite)

Capital-actions en circulation a)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

30 avril 2006

	Nombre	Montant	Convertibles en...
Actions privilégiées classées dans le passif			
Catégorie B – Série 4	8 000 000	200 \$	actions ordinaires b)
Catégorie B – Série 6	10 000 000	250	actions ordinaires b)
Actions privilégiées classées dans le passif		450	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres			
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200	-
Catégorie B – Série 10 c)	12 000 000	396	actions ordinaires b)
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres		596	
Actions ordinaires	501 652 267	4 145	-
Total du capital-actions en circulation - actions classées dans les capitaux propres		4 741 \$	
Options émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions		s.o.	25 068 526 actions ordinaires

- a) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 20 et 21 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2005, aux pages 118 à 120 de notre Rapport annuel 2005.
- b) Le nombre d'actions pouvant être émises en vertu de la conversion ne peut être déterminé avant la date de la conversion.
- c) Valeur nominale de 300 millions de dollars américains.
 s.o. – sans objet

9. Principes comptables généralement reconnus des États-Unis

Le tableau suivant présente les conséquences qu'aurait eues l'établissement de nos états financiers consolidés selon les PCGR des États-Unis :

(en millions de dollars canadiens, sauf les résultats par action)	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Revenu net – selon les PCGR du Canada	644 \$	600 \$	1 274 \$	1 202 \$
Ajustements relatifs aux PCGR des États-Unis	5	(34)	(56)	(86)
Revenu net – selon les PCGR des États-Unis	649 \$	566 \$	1 218 \$	1 116 \$
Résultats par action				
De base – selon les PCGR du Canada	1,27 \$	1,19 \$	2,51 \$	2,37 \$
De base – selon les PCGR des États-Unis	1,27	1,12	2,39	2,20
Dilué – selon les PCGR du Canada	1,24	1,16	2,46	2,32
Dilué – selon les PCGR des États-Unis	1,25	1,09	2,35	2,15

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2006, nous avons adopté de manière prospective la nouvelle norme comptable américaine relative à la rémunération à base d'actions, en commençant par les attributions effectuées au cours du trimestre. En vertu des PCGR des États-Unis, la rémunération à base d'actions attribuée à des employés admissibles à la retraite doit être constatée à titre de charge au moment de son attribution. L'adoption de cette norme a eu pour effet de diminuer les frais autres que d'intérêts de 4 millions de dollars (2 millions après impôts) pour le trimestre terminé le 30 avril 2006 et d'augmenter les frais autres que d'intérêts de 38 millions de dollars (27 millions après impôts) pour les six mois terminés le 30 avril 2006. En vertu des PCGR du Canada, la rémunération à base d'actions doit être constatée à titre de charge sur la période d'acquisition des droits.

BANQUE DE MONTRÉAL

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les six mois terminés le 30 avril 2006
(non vérifié)

10. Segmentation opérationnelle et géographique

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que nos groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent pas être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité).

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2006, nous avons modifié notre segmentation de manière à présenter comme deux unités d'exploitation différentes notre unité Particuliers et entreprises – Canada et notre unité Particuliers et entreprises – Services bancaires région de Chicago. Les données des périodes antérieures ont été retraitées pour tenir compte de ce nouveau mode de présentation.

Groupe Particuliers et entreprises

Le groupe Particuliers et entreprises est constitué de deux unités d'exploitation : Particuliers et entreprises – Canada et Particuliers et entreprises – Services bancaires région de Chicago.

Groupe Particuliers et entreprises – Canada

L'unité Particuliers et entreprises – Canada (PE – Canada) offre une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises du Canada, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

Groupe Particuliers et entreprises – Services bancaires région de Chicago

L'unité Particuliers et entreprises – Services bancaires région de Chicago (PE – Services bancaires région de Chicago) offre une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises des États-Unis, principalement dans la région de Chicago et dans le Nord-Ouest de l'Indiana, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit tous nos services de gestion de patrimoine. Présent principalement au Canada et aux États-Unis, le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle en Amérique du Nord, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Le groupe GP offre à sa clientèle une vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine, notamment des services de placement traditionnels et en direct, des services de gestion privée et des produits de placement, fournissant ainsi aux investisseurs les outils nécessaires pour se constituer un actif financier, le préserver et le faire fructifier.

Groupe Services d'investissement

Le groupe Services d'investissement (groupe SI) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada, le groupe SI sert une clientèle composée de grandes entreprises et d'institutions œuvrant dans un large éventail de secteurs. Aux États-Unis, il offre ses services aux moyennes entreprises et aux institutions dans des secteurs choisis. Le groupe SI assure également la prestation de services auprès d'institutions et d'administrations publiques du Royaume-Uni, d'Europe et d'Asie. Il offre une gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation dans les secteurs public et privé, de trésorerie, de crédit aux grandes entreprises, de titrisation, de change et de financement du commerce international. En plus de ses services-conseils dans le domaine des fusions et acquisitions, ainsi qu'en matière de restructuration, le groupe met à la disposition de ses clients investisseurs des services de recherche, de vente et de négociation.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et solutions et les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation des Services d'entreprise comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

BANQUE DE MONTRÉAL

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les six mois terminés le 30 avril 2006

(non vérifié)

10. Segmentation opérationnelle et géographique (suite)

L'unité Technologie et solutions assure à la Banque des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, d'opérations immobilières, de services d'exploitation et d'impartition. Cette unité axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation.

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de Technologie et solutions sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de Technologie et solutions sont transférés aux groupes PE, GP et SI et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de Technologie et solutions. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les résultats d'exploitation des unités fonctionnelles.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les frais et les revenus résiduels représentant l'écart entre les montants réellement gagnés ou engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

Normes de présentation

La présentation des résultats de nos groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces groupes sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation des états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons dans les notes 1 et 2. Les différences notables dans les mesures comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et la provision pour créances irrécouvrables, qui sont expliqués ci-dessous.

Base d'imposition comparable

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic). Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices établie selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi.

L'analyse sur une base d'imposition comparable neutralise l'incidence des placements effectués dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions du revenu net d'intérêts liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables.

Provisions pour créances irrécouvrables

Les provisions pour créances irrécouvrables sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun des groupes au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les provisions pour pertes prévues et les provisions exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

Répartitions intergroupes

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière concernant les groupes d'exploitation. Nous attribuons les frais directement liés à la production de revenus aux groupes qui ont obtenu ces revenus. Les frais qui ne sont pas directement liés à la production de revenus, comme les frais généraux, sont répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Le revenu net d'intérêts des groupes d'exploitation reflète la répartition interne des charges et des crédits attribués aux actifs, aux passifs et au capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des échéances et des devises appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Information géographique

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis, mais aussi au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des frais y afférents, sauf pour ce qui est de la provision consolidée pour créances irrécouvrables, qui est répartie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort.

Les données des périodes précédentes ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés au cours de la présente période à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

BANQUE DE MONTRÉAL
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les six mois terminés le 30 avril 2006

(non vérifié)

10. Segmentation opérationnelle et géographique (suite)

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et notre actif moyen répartis par unité d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trois mois terminés le 30 avril 2006	Groupe PE – Services bancaires					Services d'entreprise 1)	Total (bic) 2)	Rajustements bic	Total (selon les PCGR)
	Groupe PE – Canada	Services bancaires région de Chicago	Groupe GP	Groupe SI					
Revenu net d'intérêts	700 \$	187 \$	138 \$	174 \$	(56) \$	1 143 \$	(30) \$	1 113 \$	
Revenu autre que d'intérêts	397	40	349	552	22	1 360	-	1 360	
Revenu total	1 097	227	487	726	(34)	2 503	(30)	2 473	
Provision pour créances irrécouvrables	79	7	-	20	(40)	66	-	66	
Frais autres que d'intérêts	628	174	337	409	23	1 571	-	1 571	
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	390	46	150	297	(17)	866	(30)	836	
Impôts sur les bénéfices	131	19	54	52	(53)	203	(30)	173	
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19	-	19	
Revenu net	259 \$	27 \$	96 \$	245 \$	17 \$	644 \$	- \$	644 \$	
Actif moyen	113 878 \$	21 936 \$	6 428 \$	167 056 \$	4 788 \$	314 086 \$	- \$	314 086 \$	
Écarts d'acquisition (au)	93 \$	581 \$	324 \$	98 \$	2 \$	1 098 \$	- \$	1 098 \$	

Pour les trois mois terminés le 30 avril 2005	Groupe PE – Services bancaires					Services d'entreprise 1)	Total (bic) 2)	Rajustements bic	Total (selon les PCGR)
	Groupe PE – Canada	Services bancaires région de Chicago	Groupe GP	Groupe SI					
Revenu net d'intérêts	672 \$	185 \$	143 \$	272 \$	(60) \$	1 212 \$	(31) \$	1 181 \$	
Revenu autre que d'intérêts	371	43	360	408	34	1 216	-	1 216	
Revenu total	1 043	228	503	680	(26)	2 428	(31)	2 397	
Provision pour créances irrécouvrables	68	8	1	25	(96)	6	-	6	
Frais autres que d'intérêts	611	170	382	359	57	1 579	-	1 579	
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	364	50	120	296	13	843	(31)	812	
Impôts sur les bénéfices	101	20	43	90	(25)	229	(31)	198	
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	14	14	-	14	
Revenu net	263 \$	30 \$	77 \$	206 \$	24 \$	600 \$	- \$	600 \$	
Actif moyen	104 408 \$	21 287 \$	7 068 \$	172 977 \$	5 122 \$	310 862 \$	- \$	310 862 \$	
Écarts d'acquisition (au)	93 \$	599 \$	834 \$	103 \$	3 \$	1 632 \$	- \$	1 632 \$	

Pour les six mois terminés le 30 avril 2006	Groupe PE – Services bancaires					Services d'entreprise 1)	Total (bic) 2)	Rajustements bic	Total (selon les PCGR)
	Groupe PE – Canada	Services bancaires région de Chicago	Groupe GP	Groupe SI					
Revenu net d'intérêts	1 426 \$	372 \$	276 \$	381 \$	(99) \$	2 356 \$	(61) \$	2 295 \$	
Revenu autre que d'intérêts	767	80	675	1 088	49	2 659	-	2 659	
Revenu total	2 193	452	951	1 469	(50)	5 015	(61)	4 954	
Provision pour créances irrécouvrables	157	15	1	40	(95)	118	-	118	
Frais autres que d'intérêts	1 246	334	659	820	57	3 116	-	3 116	
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	790	103	291	609	(12)	1 781	(61)	1 720	
Impôts sur les bénéfices	265	42	101	136	(75)	469	(61)	408	
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	38	38	-	38	
Revenu net	525 \$	61 \$	190 \$	473 \$	25 \$	1 274 \$	- \$	1 274 \$	
Actif moyen	112 653 \$	21 778 \$	6 428 \$	164 029 \$	4 670 \$	309 558 \$	- \$	309 558 \$	
Écarts d'acquisition (au)	93 \$	581 \$	324 \$	98 \$	2 \$	1 098 \$	- \$	1 098 \$	

Pour les six mois terminés le 30 avril 2005	Groupe PE – Services bancaires					Services d'entreprise 1)	Total (bic) 2)	Rajustements bic	Total (selon les PCGR)
	Groupe PE – Canada	Services bancaires région de Chicago	Groupe GP	Groupe SI					
Revenu net d'intérêts	1 371 \$	359 \$	283 \$	548 \$	(123) \$	2 438 \$	(59) \$	2 379 \$	
Revenu autre que d'intérêts	741	85	702	840	61	2 429	-	2 429	
Revenu total	2 112	444	985	1 388	(62)	4 867	(59)	4 808	
Provision pour créances irrécouvrables	135	15	2	50	(153)	49	-	49	
Frais autres que d'intérêts	1 217	326	750	731	88	3 112	-	3 112	
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	760	103	233	607	3	1 706	(59)	1 647	
Impôts sur les bénéfices	234	42	83	164	(47)	476	(59)	417	
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	28	28	-	28	
Revenu net	526 \$	61 \$	150 \$	443 \$	22 \$	1 202 \$	- \$	1 202 \$	
Actif moyen	104 001 \$	20 293 \$	7 055 \$	166 961 \$	5 076 \$	303 386 \$	- \$	303 386 \$	
Écarts d'acquisition (au)	93 \$	599 \$	834 \$	103 \$	3 \$	1 632 \$	- \$	1 632 \$	

1) Les Services d'entreprise comprennent Technologie et solutions.

2) Base d'imposition comparable – voir la section Normes de présentation.

BANQUE DE MONTRÉAL
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les six mois terminés le 30 avril 2006

(non vérifié)

10. Segmentation opérationnelle et géographique (suite)

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et notre actif moyen répartis par région :

(en millions de dollars canadiens) Base d'imposition comparable 1)

Pour les trois mois terminés le 30 avril 2006	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	817 \$	296 \$	30 \$	1 143 \$
Revenu autre que d'intérêts	995	319	46	1 360
Revenu total	1 812	615	76	2 503
Provision pour créances irrécouvrables	56	11	(1)	66
Frais autres que d'intérêts	1 119	417	35	1 571
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	637	187	42	866
Impôts sur les bénéfices	137	69	(3)	203
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	13	6	-	19
Revenu net	487 \$	112 \$	45 \$	644 \$
Actif moyen	211 779 \$	77 501 \$	24 806 \$	314 086 \$

Pour les trois mois terminés le 30 avril 2005	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	857 \$	331 \$	24 \$	1 212 \$
Revenu autre que d'intérêts	854	326	36	1 216
Revenu total	1 711	657	60	2 428
Provision pour créances irrécouvrables	32	(15)	(11)	6
Frais autres que d'intérêts	1 056	491	32	1 579
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	623	181	39	843
Impôts sur les bénéfices	199	47	(17)	229
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	9	5	-	14
Revenu net	415 \$	129 \$	56 \$	600 \$
Actif moyen	208 314 \$	75 576 \$	26 972 \$	310 862 \$

Pour les six mois terminés le 30 avril 2006	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	1 683 \$	605 \$	68 \$	2 356 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 934	633	92	2 659
Revenu total	3 617	1 238	160	5 015
Provision pour créances irrécouvrables	105	14	(1)	118
Frais autres que d'intérêts	2 208	839	69	3 116
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 304	385	92	1 781
Impôts sur les bénéfices	336	135	(2)	469
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	27	11	-	38
Revenu net	941 \$	239 \$	94 \$	1 274 \$
Actif moyen	205 656 \$	78 537 \$	25 365 \$	309 558 \$

Pour les six mois terminés le 30 avril 2005	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	1 745 \$	643 \$	50 \$	2 438 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 685	660	84	2 429
Revenu total	3 430	1 303	134	4 867
Provision pour créances irrécouvrables	84	(17)	(18)	49
Frais autres que d'intérêts	2 145	908	59	3 112
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 201	412	93	1 706
Impôts sur les bénéfices	401	116	(41)	476
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	17	11	-	28
Revenu net	783 \$	285 \$	134 \$	1 202 \$
Actif moyen	205 814 \$	73 361 \$	24 211 \$	303 386 \$

1) Base d'imposition comparable – voir la section Normes de présentation.